



SANS FRONTIÈRES

Février 2016

Journal de l'Institut franco-russe de Donetsk et du Département français des sciences et techniques de l'Université nationale technique de Donetsk



JACQUES CLOSTERMANN ET JOSY-JEAN BOUSQUET POUR TÉMOIGNER...

La France en crise



L'influence des cosaques dans l'histoire du Donbass : mythe et réalité



Jacques Clostermann et Josy-Jean Bousquet pour témoigner...



Du 11 au 14 janvier, trois Français sont venus à titre privé pour établir un premier compte-rendu de la situation dramatique dans laquelle se trouve la République populaire du Donbass. Jacques Clostermann, président du parti « Mon Pays la France » et fils de l'écrivain et as des as de l'aviation française durant la Seconde Guerre mondiale, accompagné de l'avocat Josy-Jean Bousquet, avocat des droits de l'homme et de son épouse, sont venus en RPD avec deux objectifs celui de collecter des témoignages et des preuves sur les exactions commises par les forces ukrainiennes dans le Donbass et celui d'être précurseurs d'une délégation française officielle qui permettra de dénoncer officiellement ces crimes.

Arrivés le 11 janvier, les trois observateurs français, sous la houlette des Ministères de la Défense et des Affaires étrangères de la RPD, se sont engagés dès le lendemain dans un marathon de 3 jours où les visites de terrain se sont enchaînées aux réunions avec les autorités et aux rencontres avec la population.

Le 12 janvier, accompagné du Commandant en second des forces républicaines de Donetsk, Edouard Bassourine, ainsi que par des représentants du Ministère de la Défense et du Ministère des Affaires étrangères, les trois observateurs français

sont conduits dans les ruines enneigées de l'aéroport de Donetsk et des alentours, où à l'issue d'une bataille acharnée, l'hiver dernier, les forces ukrainiennes sont parties en déroute. Cet aéroport qui venait d'être entièrement modernisé a été détruit principalement pour son importance stratégique mais également pour le symbole de développement et de dynamisme du Donbass qu'il pouvait représenter.

Jacques Clostermann et Josy-Jean Bousquet sont sous le choc, car jamais cette vision apocalyptique du Donbass n'a été rapporté par les médias français et il leur est difficile d'accepter, que 70 ans après la fin de la Deuxième guerre mondiale, de telles horreurs puissent encore exister au cœur de l'Europe. La délégation réalise ici ses premières rencontres avec les acteurs de ce terrible conflit et recueille avec attention le témoignage des soldats en poste sur cette partie de l'aéroport, qui témoignent sans haine de leur résistance face à l'agression menée contre leurs familles.

La délégation se rend ensuite au monastère de femmes bombardé en 2014 par les ukrainiens lors de leur assaut sur le Nord de la ville... L'intensité des bombardements réalisés sur ce sanctuaire religieux, leur fréquence, et leurs munitions au phosphore blanc régulièrement utilisées par les soudards de Kiev, prouvent de toute évidence qu'il ne s'agit pas d'un





« dommage collatéral » mais bien à un acte intentionnel de destruction qui souligne cette volonté de détruire les racines et les symboles de l'identité d'un peuple.

Les trois hôtes de la RPD ont pu ensuite parler à des habitants vivants dans les ruines dévastées du front, notamment Vladimir et son épouse vivant sans eau, gaz et électricité et qui ont accueillis la délégation jusque dans leur logis.

Jacques Clostermann ne cache pas son émotion : « *Aujourd'hui, nous avons vu des infrastructures civiles sévèrement touchées. Une des habitations de la localité d'Oktyabrsky (un ancien immeuble résidentiel de cinq étages) a été bombardée environ 40 fois. Il est impossible de toucher autant de fois des cibles civiles par accident* » et d'ajouter « *Les gens habitent dans des caves, avec des enfants. Nous avons vu des villes où il n'y a plus de chauffage. Ils vivent dans des conditions extrêmement précaires, mais ils ont beaucoup de courage* ».

L'émotion était également au rendez-vous dans les ruines de Debaltsevo et d'Uglegorsk où la délégation a été reçue par les autorités municipales. Au milieu des maisons en ruine, des impacts de balles et d'éclats d'obus, des routes défoncées par les bombardements, le plus émouvant fut certainement les échanges qu'ils purent avoir avec les habitants,

des témoignages poignants de braves gens, les larmes aux yeux, racontant leur survie, les bombardements, la folie meurtrière des soldats ukrainiens, les saccages, les pillages sans fin, les meurtres gratuits et les insultes et menaces de mort.

Uglegorsk fut la dernière étape de cette première journée, petite ville de 7500 habitants au Nord de Donetsk qui a particulièrement subi le feu de l'artillerie ukrainienne. Au-delà des témoignages recueillis, la délégation a pu apprécier la chaleur des habitants de cette petite ville qui leur offrir l'hospitalité autour d'un buffet.

Interrogés sur leurs impressions de cette première journée, Jacques Clostermann constate : « *Ce matin, nous étions près de la ligne de front. Nous avons entendu des tirs. Mais il s'avère que les tirs se produisent le plus souvent la nuit. Or, nous avons appris que les missions de l'OSCE s'effectuaient le jour. Donc, les gens qui sont là pour inspecter, pour regarder ce qui se passe ici sur le plan militaire, ils ne sont pas là lorsque les tirs ont lieu* ». En outre, il se dit terrifiés par certains faits rapportés : « *J'ai du mal à le dire, mais un char d'assaut qui arrive dans la ville et qui se met à tirer partout, des hommes de troupes qui souvent sont sous l'effet de l'alcool...* ».

Le lendemain, 13 janvier, après la participation à la table ronde « guerre de l'information internationale



contre les RMR: méthodes et formes de lutte » au cours de laquelle fut évoqué notamment le blocus médiatique que subit le Donbass, les trois Français sont allés à la rencontre avec des bénévoles français de l'armée de la République Populaire du Donbass puis sont allés rencontrer des acteurs hospitaliers de l'hôpital de traumatologie de Donetsk.

Jacques Clostermann a salué l'engagement des Volontaires français aux côtés des soldats de la République de Donetsk, en illustrant ses propos par des vers cités de mémoire de Charles Péguy :

Mère voici vos fils qui se sont tant battus.

*« Mère voici vos fils et leur immense armée.
Qu'ils ne soient pas jugés sur leur seule misère.
Que Dieu mette avec eux un peu de cette terre
Qui les a tant perdus et qu'ils ont tant aimée. »*

Ces volontaires français qui ne comptent plus les signes de croix et les accolades reçus au détour d'un chemin, ou dans un magasin lorsque les habitants étonnés veulent les remercier de leur présence et de leur engagement à leurs côtés.

Depuis 2014, environ 25 français sont venus combattre librement dans le Donbass... Certains sont repartis vers d'autres destinées, d'autres sont restés ou en approche. Au côté de leurs camarades espagnols, irlandais, belges, allemands etc... Ils expriment dans leur engagement symbolique une solidarité des peuples d'Europe qui est naturelle et plus forte que les alliances vénales de leurs gouvernements.

C'est la première fois que des Français, en dehors des médias, viennent dans le Donbass pour y rencontrer les volontaires qui depuis plusieurs mois représentent une France libre au sein des Forces

Armées de la République de Donetsk.

En cette fin de seconde journée, les trois observateurs ont pu rencontrer le Docteur Vadim Onoprienko, médecin en chef de l'hôpital de traumatologie qui s'est chargé de faire visiter les locaux et d'expliquer les difficultés de l'hôpital. Des milliers de blessés ont été soignés ici, des milliers d'amputations, quelques dizaines d'enfants, dont la plus jeune amputée était une petite fille de trois semaines.

Durant la dernière journée passée à Donetsk, les trois Français ont pu assister à une réunion avec le Conseil chargé de recenser les crimes de guerre commis par les forces ukrainiennes, suivie d'une visite du Musée de la Grande Guerre patriotique de Donetsk en compagnie d'Edouard Bassourine, Commandant en Second de l'Armée républicaine de Donetsk. La délégation a ainsi pu voir une exposition des matériels et armes utilisées par les Ukrainiens contre le peuple de Donetsk : missiles Totchka-U, Smertch, Ouragan, rockets de Grad, obus de mortiers et d'artillerie de tous les calibres, sans parler des sous-munitions, bombes à fragmentation, au phosphore ou thermo-barriques.

Jacques Clostermann et Josy-Jean Bousquet ont enfin participé une conférence de presse où ils ont pu faire état à la fois de leurs observations et évoquer de leurs projets une fois retourné en France.

Durant ces trois jours de marathon, le tandem a pu réellement voir le plus terrible de la guerre ethnique et cruelle que mène l'Ukraine contre les russophones du Donbass. Mais cette visite privée est un signe d'espoir et sera sans doute l'avant-garde d'une prochaine délégation plus forte en nombre, de diverses personnalités politiques ou privées, les projets fleurissant aussi autour de l'aide qui pourrait





être apportée à la région et la cause de la Liberté du Donbass.

Maître Josy-Jean Bousquet s'est dit « prêt à aider pour qu'un jour les criminels soient jugés en bonne et due forme, l'avocat doit se trouver là où l'on a besoin de lui, le terme avocat signifie en effet l'homme que l'on peut appeler (à l'aide) et nous ferons notre possible en France pour retransmettre la vérité ».

Quant aux impressions du président de « Mon Pays la France », Jacques Clostermann se dit frappé par deux choses : « La première c'est l'intensité des destructions d'œuvres publiques, des ponts, des routes qui étaient évidemment des ouvrages à caractère stratégique. Mais nous avons également été frappés de voir combien d'ouvrages qui n'avaient aucun intérêt militaire ont été détruits avec acharnement. Je

parle d'un couvent, d'une église, d'un cimetière, je parle d'habitations de pauvres gens, d'immeubles dont l'un a été bombardé 42 fois ». Selon lui, la seule chose que souhaitent les habitants du Donbass, c'est qu'on les laisse

tranquilles. « Les gens disent: laissez-nous tranquilles, nous étions bien ici, nous avons envie de continuer à parler russe (...) parce que nous nous sentons Russes depuis des générations », relate Jacques Clostermann.

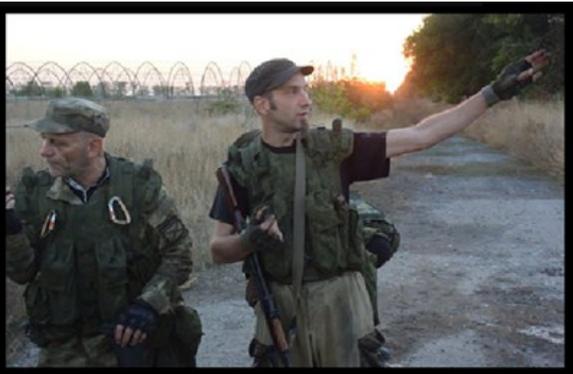
La rédaction de « Sans Frontières » salue le courage de ces deux Français et de la compagne marocaine de Monsieur Bousquet qui à leurs propres frais ont entrepris ce long voyage périlleux et ont osé briser le blocus imposé par Bruxelles et Washington pour venir par eux-mêmes observer et rendre-compte de la réalité de cette guerre abjecte qui frappe le cœur de l'Europe... Ils sauront, n'en doutons pas, contribuer à fragiliser l'omerta des médias français sur la réalité du drame du Donbass, des massacres et des tueries orchestrées par Kiev et du triste soutien des Euro-atlantistes.

La rédaction de « Sans Frontières » remercie par ailleurs Laurent Brayard et Erwan Castel pour les précieux témoignages qu'ils ont pu collecter durant le séjour des trois observateurs français.



Interview d'un volontaire français : Nicolas Pierrot

Propos recueillis par Héléne Sydorova
Rédactrice en chef de "Sans Frontières"



- Présentez-vous s'il vous plaît.

- Je m'appelle Nicolas Pierrot. Mon nom de guerre est Kolia-Khan (en russe Коля-Хан). J'ai 40 ans. Je suis né et j'ai vécu une grande partie de ma vie en exil en France, mais je suis issu d'une grande famille noble de l'empire russe dont une partie s'est réfugiée en France après la guerre blanche.

- Racontez-nous l'histoire de votre famille.

- Au IX^{ème} siècle, mon ancêtre de l'époque est un Capitaine de la marine byzantine qui se voit attribuer un titre de noblesse et des terres sur les côtes Nord de la Mer Noire lorsqu'il prend sa retraite. Son nom est Balaboukha (en russe Балабуха).

À la fin du XII^{ème} siècle, un autre de mes ancêtres (le plus célèbre de tous) nommé Temüdjîn, uni les clans tatars et devient Tchingis-Khagan.

Au XIV^{ème} siècle, les Boyars de Crimée s'allient à Tokhtamysh-Khan pour vaincre les Barines et mettre fin aux guerres féodales de cette époque. Le Boyarine Balaboukha épouse une descendante de Tchingis-Khagan pour sceller cette alliance.

Au XVII^{ème} siècle, Ataman Balaboukha est le « bras droit » et 1er officier de Bohdan Khmelnytsky lors de la grande révolte contre les Polonais et la fondation de l'Hetmanat cosaque de Crimée sous protectorat du tsar Alexis 1er de Moscovie.

Au XVIII^{ème} siècle, Petra Balaboukha est le premier importateur de cacao et fabricant de chocolat russe.

Au XIX^{ème} siècle, un architecte français nommé Antonin Barillot vient s'installer en Crimée pour construire le palais d'été des tsars à Yalta. Son fils



deviendra consul de France à Yalta, et sa petite fille épousera l'Ataman Igor Balaboukha (mon arrière-grand-père).

Lors de la guerre blanche, Igor Balaboukha rejoint l'armée du général Denikine et envoie sa femme et son fils se réfugier en France.

Lors de la seconde guerre mondiale, Yura Balaboukha (fils d'Igor, devenu en France « Georges Balabouka ») est un héros de la résistance française contre le nazisme.

Lors de la guerre froide, le second fils d'Igor (mon grand-

oncle), le Colonel Andreï Igorevitch Balaboukha, ingénieur en aéronautique militaire du KGB, conçoit les systèmes de propulsion à réaction des différents MIGs et missiles balistiques de l'URSS.

En 2015, Nicolas Pierrot, petit-fils de Yura Balaboukha, revient de France pour défendre le peuple du Donbass contre la junte ukrainienne...

- Vous êtes venu de quelle région de la France ? Quelles sont ses particularités culturelles ? En France vous étiez un chef cuisinier, pourquoi vous avez choisi ce métier ?

- Je viens de l'île de Corse, où j'ai vécu 9 ans. Je suis né dans la région de Lorraine, mais j'ai grandi et vécu une bonne partie de ma vie dans la région de Franche-Comté. J'ai également vécu un an à Paris, et 4 ans à Darmstadt en Allemagne (ville de la famille de la tsarine Alexandra, épouse de Nicolas II). J'ai été marié 2 ans dans ma jeunesse avec la fille aînée de la ministre française de l'environnement de l'époque (Dominique Voynet), avant de réaliser que j'étais beaucoup trop aventurier pour supporter une vie



l'obscurantisme. Je respecte énormément la parole du Christ et son œuvre de vie, mais j'ai tendance à me méfier de ceux qui prétendent être ses représentants (trop de mal a été fait par ces gens-là au cours de l'histoire...). Je respecte aussi énormément le chamanisme, ainsi que le bouddhisme.

- Quelle est votre mission au Donbass ?

- Après avoir d'abord fait de la propagande pro-Donbass francophone et de la ré-information (ou contre-désinformation) sur les réseaux sociaux d'internet depuis la

Corse pendant 10 mois, je suis arrivé à Donetsk en mai 2015 (j'avais initialement prévu de venir en janvier, mais des problèmes financiers m'ont obligé de repousser mon départ...). J'ai tout d'abord travaillé un mois comme chef de cuisine du polygone du bataillon Sparta, le temps d'y faire mes « classes militaires », puis on m'a proposé de rejoindre un groupe mobile d'artillerie dans le 3^{ème} bataillon de la garde républicaine où l'on m'a formé à travailler sur un canon « Vazilyok », ainsi qu'avec le mortier de 82 mm, l'AGS-18, ou le RPG-7. Nous étions tout d'abord à Sakhanka et Zaïtchenko sur le front de Marioupol, puis à Aleksandrovka et Staromikhaïlovka sur le front de Marinka. J'ai ensuite rejoint la section internationale de la 5^{ème} brigade (« Oplot »), où j'ai travaillé pendant quatre mois comme éclaireur-sapeur. Avec la 5^{ème} brigade, j'étais positionné à Olienovka puis Dokoutchayevsk. Je suis actuellement dans une courte période de transition pendant laquelle j'essaie de négocier ma prochaine affectation

aussi stable et sérieuse.

Avant de venir dans le Donbass, je travaillais depuis 10 ans comme cuisinier dans divers restaurants, après m'être reconverti par une formation professionnelle pour adultes. Je suis également passé par différents secteurs professionnels : vigneron, ingénieur du son, maçon, agent de sécurité, et secrétaire comptable...

- Quelles sont vos principes de vie ?

- Sur ce point-là, il faudrait vraiment que j'écrive un livre pour pouvoir tout expliquer... Mais je vais essayer de dresser une ébauche.

Sur le plan politique, les gens qui se considèrent « de droite » me traitent de « gauchiste », alors que ceux qui se pensent « de gauche » trouvent que j'ai des idées « de droite ». En réalité, je méprise les deux côtés et essaie un maximum de me tenir à l'écart de la politique, même si ma vie m'a souvent obligé à en faire un minimum (comme nous tous...). Si on faisait une synthèse de toutes mes idées, on devrait me qualifier de « monarchiste libertaire écologiste et anarchiste sur le plan économique ». En temps de paix, j'ai toujours été pacifiste. Mais à partir du moment où l'on agresse et massacre mon peuple d'une façon monstrueuse, il n'y a plus de pacifisme possible pour moi : c'est la génétique héritée de mes ancêtres Khans et Atamans qui prend le dessus, et il n'y aura aucune pitié pour les agresseurs... Sur le plan religieux, je crois en Dieu et je respecte les croyants de toutes les religions tant qu'ils ne sombrent pas dans l'intégrisme, l'intolérance et



d'ici début février, d'un côté avec le ministère de la défense de la DNR, et de l'autre, avec le bataillon Prizrak en LNR. La proposition correspondante le plus à mes objectifs sera retenue, mais dans tous les cas, je ne laisserai pas tomber le peuple du Donbass !

- Est-ce qu'il y a quelque chose de ce que vous aimez ou non, ou de ce qui a attiré votre attention au Donbass ?

- J'ai surtout été impressionné par la dignité, le courage, et le stoïcisme avec lesquels le peuple du Donbass affronte et supporte toute cette terreur. Si le peuple français d'aujourd'hui devait affronter une telle horreur, il serait totalement effondré et démoralisé. Il suffit de voir la manière dont ils se plaignent et se victimisent pathétiquement suite aux « attentats de Paris » en Novembre dernier pour le comprendre : ils ont juste subi pendant quelques jours le même genre de terreur que le peuple d'ici supporte depuis plus d'un an et demi de la part de la junte ukrainienne, et pour eux, c'est comme si c'était « la fin du monde »... J'ai aussi été marqué par le fait qu'une armée improvisée réussisse à tenir tête à une armée professionnelle mieux équipée, en se battant à un contre huit, tout en gardant le moral alors que l'ennemi se démoralise de plus en plus ! Je suis vraiment très fier de ce peuple qui, tout comme moi, descend en partie des anciens cosaques.

Je dois cependant avouer que je suis parfois un peu triste qu'en nous obtenant, pour des raisons géopolitiques évidentes, à respecter les accords de « Minsk 2 », alors que l'ennemi ne les a jamais vraiment respectés depuis le début, nous avons tendance à oublier que les populations russophones des oblasts d'Odessa et Kharkov (entre autres...) attendent toujours d'être à leurs tours libérés de la terreur ukrainienne.

- À votre avis, quel est le meilleur scénario pour le Donbass ?

- Le meilleur scénario pour le Donbass ? Même à cette question, je vois trois réponses possibles : le meilleur scénario « utopique », le meilleur scénario « réaliste optimiste », et le meilleur scénario « réaliste dramatique »...

Scénario utopique :

Le peuple ukrainien soutenu par l'armée régulière se révolte et destitue Poroshenko et son gouvernement, désarme les bataillons politiques néo-nazis, et négocie la paix avant d'organiser dans chaque oblast un vote pour laisser la population décider si elle préfère rejoindre la fédération de Novorossiia (celle-ci voyant enfin le jour...) ou rester dans cette nouvelle Ukraine plus démocratique et moins corrompue (qu'elle décide de rejoindre l'union européenne ou non...). Tous les criminels de guerre ukrainiens étant livrés à la justice de la nouvelle fédération de Novorossiia.

Scénario réaliste optimiste :

L'Europe et les USA réalisent que cela risque de leur coûter trop cher de continuer à soutenir l'Ukraine (même de façon officieuse...) et « laissent tomber leur poulain ». L'Ukraine se retrouve dans une banqueroute sans précédent et les bataillons politiques tentent un putsch contre Kiev, plongeant le pays dans une autre guerre civile. Ce qui nous amènerait finalement à une version plus dramatique du scénario « utopique ».

Scénario réaliste dramatique :

L'Ukraine, arrivant au point où elle n'a plus rien à perdre, lance sa fameuse « grande offensive » avec tout ce qu'elle a en réserve. Là, on s'en prend « plein la gueule » (aussi bien nous, les militaires, que les civils) et l'armée russe est obligée d'intervenir, ce qui conduirait forcément à une défaite plus ou moins rapide de l'Ukraine permettant à la Russie d'imposer la conclusion du scénario « utopique » par la force.



LA FRANCE EN CRISE



Michel Mogniat
Auteur et Observateur critique



Dire que la France est en crise n'est pas un scoop de journaliste. Il est également inutile d'être un fin limier de l'analyse politique pour s'en apercevoir : l'habitant le plus ignorant du village le plus reculé de nos montagnes l'entend quotidiennement à la radio et à la télévision depuis des lustres. Certes, la France, comme tous les pays développés ou ceux en voie de développement est tributaire du cours du pétrole et de celui des matières premières. Elle reste également tributaire des crises économiques et financières, la dernière remontant à 2008, la fameuse crise dite des *subprimes*. Mais ces crises économiques sont des crises **conjoncturelles**, qui, si elles peuvent apporter des catastrophes et des effondrements budgétaires, ne sont rien en regard de la crise **structurelle** qui taraude la France depuis plusieurs décennies. La politique a évolué depuis le Gouvernement Provisoire ; il y a eu la Quatrième République, puis la Cinquième, voulue et établie par Charles de Gaulle. Si elles furent des crises « institutionnelles » en 1945 et sous la Quatrième République, on peut aujourd'hui qualifier cette crise française de structurelle. Mais la Constitution de 1958, censée

éviter ces crises, reste pérenne, malgré les nombreuses modifications qui lui ont été apportées.

Que l'on soit gaulliste ou antigauilliste, force est tout de même de reconnaître que le personnage et sa république « monarchique » avaient rendu son blason et sa noblesse à la France, sa représentation au premier rang dans le concert des nations. La France était rayonnante, écoutée, crainte. Elle était redevenue une puissance économique, militaire et nucléaire. Après n'avoir été qu'une ombre inexistante au regard des empires qui se sont partagé le monde à Yalta (URSS, Etats-Unis, Grande Bretagne) la France, à nouveau, jouait un rôle international de premier plan. Sur le plan intérieur, après quelques soubresauts, elle avait également retrouvé et même dépassé le niveau qui avait été le sien avant la catastrophe de 1940.



Le Général Charles de Gaulle

La prospérité n'était pas un vain mot, les ouvriers achetaient des autos, accédaient au confort de la modernité et les livrets d'épargne étaient bondés. Le chômage était inexistant, il n'était qu'un accident de parcours temporaire dans la vie du

travailleur et ne s'installait pas dans la durée. Il était pourtant un souci majeur du gouvernement d'alors, même le chômage des cadres, dont certains hebdomadaires nous rebattent aujourd'hui les oreilles, était pris au sérieux :

« On part d'un constat : le chômage des cadres ; il affecte 3000 personnes. Que faire ?... » (Conseil des Ministres du 27 janvier 1967, -Alain Peyrefitte, C'était de Gaulle, Tome I-).

Il y a aujourd'hui, en France, plus de 200 000 cadres au chômage.

Certes, il est facile de dire que cette prospérité était justement liée à la conjoncture : c'était l'époque des trente glorieuses ! La population de cadres était beaucoup moins importante que celle d'aujourd'hui, il faudrait faire un parallèle dans

les pourcentages etc. Curieusement cependant, c'est à la fin de cette période de grande prospérité que les choses commencèrent à se dégrader. Curieusement aussi, le dernier monarque abdiqua en 1969.

C'est peut-être de là qu'il faut dater cette crise « structurelle » de la France. Les pays voisins, bon an, mal an, tout comme la France, furent eux aussi touchés par des crises épisodiques, conjoncturelles, et s'en sont plus ou moins relevés pour connaître la prospérité. Pas la France qui s'enfoncé lentement, mais inexorablement depuis cette période. Bien sûr, tous les économistes vous diront que les causes sont à rechercher dans la flexibilité du travail, dans la facilité de licenciement des pays anglo-saxons, et chiffres à l'appui, vous démontreront par A + B que le libéralisme avancé est la solution.

Si la France ne s'en sort pas et s'enfoncé depuis les années soixante-dix, les chocs pétroliers successifs, s'il ont leur part de responsabilité, n'en sont pas l'essentiel. Les autres pays européens ont eux aussi subi ces chocs. La crise qui affecte la France est plus profonde, et nos voisins européens commencent à connaître le même type de crise : la crise

structurelle !

Pour bien comprendre cette crise structurelle il faut comparer la France à ses pays voisins : Italie, Espagne, Allemagne et Angleterre etc. Or, que constate-t-on ? L'Italie, l'Espagne et le Portugal sont des pays d'émigration, en 15 ans, de 1900 à 1915, plus de 8 millions d'Italiens ont émigré, certes, pas tous en Europe, mais une grande partie tout de même. En 1913, le pic atteignit 900 000 départs !

Cette immigration intra-européenne a posé très peu de problèmes aux pays d'accueil, la religion étant la même, la culture identique, les mœurs et coutumes différaient très peu. Si les immigrés d'alors conservaient une nostalgie de leurs pays d'origine, l'intégration était une machine efficace à fabriquer du citoyen français.

Si l'Angleterre et l'Allemagne furent des pays d'immigration, le nombre d'immigrés que ces deux pays

accueillirent - *avant le choc actuel* - n'est en rien comparable à celui de la France moderne. Depuis le décret sur le rapprochement familial de 1973, la France accueille chaque année, légalement 200 000 personnes immigrées. Le nombre de clandestins étant par nature inchiffrable, si ce n'est par le nombre élevé de « régularisations ».

Or, aujourd'hui la donne a changé : l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre et même les pays nordiques connaissent à présent les effets de l'immigration de masse. Ces pays en sont au tout début de leur crise structurelle.

Si les vagues d'immigration successives qui ont touché la France entre les deux guerres mondiales ont pu être absorbées, il n'en sera pas de même pour les vagues actuelles. La culture des nouveaux arrivants diffère totalement de celles des arrivants européens qui les ont précédés. Les repères culturels et religieux des nouveaux arrivants ne sont pas les mêmes que ceux qui sont venus dans la première moitié du XX^{ème} siècle.

L'incorporation à la collectivité nationale par le biais de la scolarité s'est avéré, en grande partie, être un



échec. L'école ayant abandonné sa mission secondaire : l'assimilation. Les descendants de ces nouveaux arrivants, par le biais des moyens actuels de communication, la télévision par satellite et l'Internet, conservent souvent les mêmes repères que leurs parents. Là se situe le nœud gordien de la crise structurelle.

L'assimilation des nouveaux arrivants cède la place au développement du communautarisme, changeant le tissu national. Ce n'est pas un hasard si l'idée d'un débat sur « l'identité nationale » a été lancée en 2009. Il est aussi absurde que paradoxal qu'une nation pluriséculaire comme la France s'interroge sur son identité. Si la France a pu se relever des catastrophes de 1870 et de 1940 par son unité de pensée, d'adhésion aux mêmes valeurs, à la même culture, il n'en sera pas de même lors d'un prochain séisme. Séisme qui viendra aussi de l'intérieur, de l'identité française.

Cette crise structurelle agit en synergie avec la dégradation de la classe politique. Un ministre trichant le fisc était une chose impensable sous la présidence de de Gaulle, c'est aujourd'hui une banalité quotidienne. La quantité de scandales politiques de la Cinquième République actuelle dépasse largement celle de la Troisième, et ils furent légions !

Sous les ors de la République, les grands commis de l'État ont été remplacés par les parvenus du pouvoir qui pensent naturel de se servir avant de servir. Lorsqu'ils servent, ils servent très souvent une idéologie mortifère, antinationale. Si, hier, une opposition véritable existait par le jeu politique, et disons-le, par un Parti Communiste fort et puissant, les communistes d'aujourd'hui ne sont plus tout à fait les mêmes... Ils ne crient plus rouge, ils brament vert. Leurs aînés communistes actaient le changement, eux le subissent. Leurs aînés communistes avaient une culture marxiste, eux ont un abonnement à Télérama. Leurs aînés communistes avaient des meubles en formica, eux se meublent chez Ikea.

Pas plus qu'il n'y a de véritable opposition à gauche, il n'y en a à droite, dans les formations parlementaires. Une femme politique, membre du parti gaulliste « historique » a subi de graves sanctions pour avoir cité des propos du Général de Gaulle. Autant dire que l'on puisse se faire exclure du Parti Communiste pour avoir cité Marx ou Lénine !

Tous veulent plus de libéralisme, plus d'Europe, plus de mondialisme : il faut chercher à la loupe un homme ou une femme politique de la droite parlementaire qui dénonce avec persistance la rédaction secrète des nouveaux accords du traité





transatlantique appelé également TAFTA et qui n'est rien d'autre que la mort programmée des États. Jadis, le *quatrième pouvoir* (la presse) était un véritable contre-pouvoir. Mais l'explosion des mass-média n'a apporté aucune diversité, elle a uniformisé l'information et le mode de pensée. La presse, à quelques exceptions près, est devenu un outil de propagande au service du politiquement correct, du consensualisme mou. Certes, à l'heure de l'Internet et des réseaux sociaux, les médias traditionnels ne peuvent plus passer sous silence des pans entiers de l'information. Mais cette information, lorsqu'elle est divulguée, est arrangée, retailée, remodelée, afin d'être assimilée d'une manière correcte par un public docile et endormi dans le sentimentalisme lénifiant des séries télévisées. L'exemple le plus frappant concerne les vagues de réfugiés de ces deux dernières années. Les télévisions exhibaient toujours des familles, des enfants, fuyant leur pays en guerre en quête d'un avenir meilleur. Or, de nombreux sites Internet montraient d'autres images : on sait aujourd'hui, et les *politiques* le reconnaissent enfin, que la majorité de ces migrants sont des hommes jeunes, entre quinze et trente-cinq ans et qu'ils ne viennent pas forcément de pays en guerre.

Mais si quelques membres du personnel politique reconnaissent les faits, les grands médias continuent de jouer la carte de la propagande consensualiste : les chefs d'états protégeant leurs frontières sont

rapidement traités de fascistes, de racistes ou de réactionnaires à la télévision et dans les journaux quotidiens ou hebdomadaires. Tout dépend de l'humeur des temps et des qualificatifs à la mode.

Tout semble être en place, en France, pour une implosion du pays :

Une classe politique corrompue et lâche, sans ambition et, disons le mot, sans patriotisme. Une classe politique, formée aux USA et qui se vend au plus offrant : les monarchies pétrolières du golfe arabo-persique ou l'ultra libéralisme américain.

Une population disparate, hétérogène, sans aucune unité de référence et un appétit des multinationales qui n'ont jamais eu les dents aussi longues !

Reste à prédire la date et le jour de cette catastrophe programmée, je ne m'y hasarderai pas. D'autant que cette crise structurelle ne touchera pas tous les pays européens de la même façon. Contrairement aux apparences, certaines nations semblent avoir encore une toute petite marge de manœuvre, pas la France.

Certes, on peut jouer sur les mots, temporiser et dire que cette crise migratoire, datant seulement de quelques décennies est conjoncturelle. Elle ne l'est pas. Elle change la structure des nations par la composition de leurs populations, elle est bien une crise structurelle.

M.M.

L'influence des Cosaques dans l'histoire du Donbass : mythe et réalité

Tchépiga G.G.,

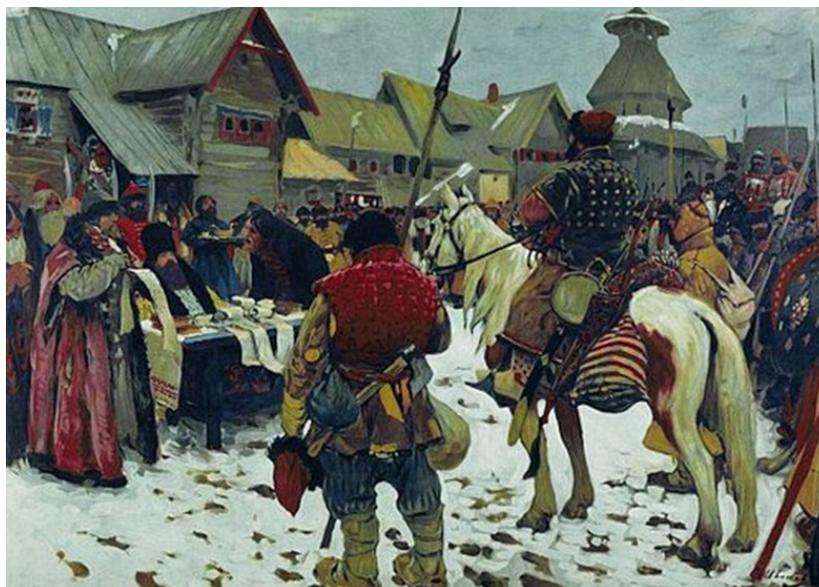
Docteur ès Sciences Historiques,
enseignant à l'école No47 de Donetsk



Dans l'historiographie du Donbass et vis-à-vis de certaines régions il demeure des polémiques qui prennent leur origine depuis la naissance de la science moderne au XIX^{ème} siècle. Bien que la plupart des questions problématiques de l'histoire aient trouvé leurs explications, par l'analyse de nouvelles sources historiques, des légendes demeurent...

On pourrait parler d'erreurs scientifiques si la volonté, d'ordre idéologique et politique, de cultiver ces légendes n'étaient pas si évidentes. Ainsi, il y a tout d'abord une volonté de vieillir l'âge des cités du Donbass et à les faire remonter à des temps plus ancestraux. Il en a été ainsi pour déterminer la date de la fondation du monastère de Svyatogorsk, des villes de Slavyansk, d'Artiomovsk, de Mariupol, de Donetsk – des villes et des lieux, qui sont importants pour l'histoire moderne du Donbass.

Les désaccords des historiens sur cette question se manifestent à travers plusieurs exemples. Ainsi la fondation du monastère de Svyatogorsk qui apparaît datée du début du XVII^e siècle est, pour d'autres, datée du début du XVI^e siècle, voire même au XV^e siècle. La ville de Slavyansk est également datée de 1645 alors qu'il semble plus probable qu'elle ait été fondée en 1676. Une volonté d'antérioriser la fondation de la première colonie permanente sur le site de la ville de Mariupol est aussi constaté en la datant



du XV^e siècle (1611 1634) au lieu de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Jusqu'à présent la ville d'Artiomovsk était officiellement considérée comme une ville fondée en 1571, bien qu'il y a une preuve que c'était un « storaja » - un lieu des rencontres des troupes frontalières russes, et non pas une forteresse. Ce lieu de rencontre ne saurait donc constituer une ville à proprement parler et les sources démontrent, a contrario, que la construction d'une forteresse sur le site d'Artiomovsk par des cosaques du Don ne date que de 1701. Enfin, Donetsk, dont la date de fondation est traditionnellement considérée en 1869, est avancée à la deuxième moitié du XVIII^e siècle, en motivant l'existence sur son territoire de colonies de cosaques. En cela il est négligé, qu'aucune des colonies rurales, qui existaient à cette époque-là dans les frontières de Donetsk, n'a pas eu assez d'importance pour être considérée comme une ville.

On pourrait croire à des erreurs de jugement mais il s'agit en réalité d'une volonté de fausser l'histoire en l'étoffant de nombreux détails. Ces distorsions sont malheureusement reprises dans les ouvrages scientifiques et la littérature populaire et ainsi à nouveau dupliquées dans des ouvrages plus contemporains et dans les encyclopédies modernes. On retrouve cette même volonté de travestir l'histoire des cités moins connues du

Donbass, où l'on assimile l'origine d'une cité à la présence temporaire d'une colonie, notamment lors des hivernages de cosaques au XVII^e siècle et parfois même au XVI^e siècle. Dans chacun des cas, la fondation de la cité est associée aux cosaques de Zaporojié. L'affirmation selon laquelle de nombreux villages de la région du Donetsk ont été fondés durant ces périodes d'hivernages est, malheureusement, très répandue. L'ignorance des faits contribue à l'acceptation de cette version et on remarque aisément l'intérêt évident de souligner le facteur ukrainien dans le développement de la région. Il devient alors naturel et d'usage courant d'affirmer que le Donbass est une région de cosaques (de Zaporojié).

Les sources historiques ne confirment pas ces faits. A ce jour, ce sont les travaux du scientifique Vasilii Alexeyevitch Pirko qui contiennent le plus d'informations concernant le peuplement de la région de Donetsk. Ce scientifique a alimenté une base documentaire, en citant les dates et les événements liés avec la construction de la ville de Tor (Slavyansk), de Maytsk et d'autres cités russes dans le Pridontsovié moyen, et de leur peuplement par les Russes et les Circassiens.

C'est V.A. Pirko qui a ainsi pu identifier l'auteur de l'une des erreurs les plus répandues – la date de la fondation de l'Artiomovsk (Bakhmoute) en 1571. Cette erreur a été commise par l'historien ecclésiastique Théodose (Makarevskiy) dans son ouvrage « Sources pour la description historique et statistique de l'évêché d'Yekaterinoslav » (1880). C'est en fait Théodose qui le premier a erronément usé du mot « storaja » en l'associant à la ville future d'Artiomovsk. Néanmoins, Vasilii Alexeyevitch Pirko validera l'autre information de Théodose qui concerne la présence d'une grande quantité d'hivernages de cosaques dans la région jusqu'à la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Dans cette question Pirko a cité l'ouvrage bien connu de D.I. Yavornitskiy « Histoire

des cosaques de Zaporojié ». Ce chercheur, spécialiste des cosaques de Zaporojié, en mentionnant la présence des Zaporogues sur le territoire du Priazovié nord, cite aussi l'ouvrage de Théodose. Les auteurs de l'édition célèbre « Histoire des villes et des villages de la République socialiste soviétique d'Ukraine. La région de Donetsk » dans les versions russe et ukrainien ont également utilisé l'ouvrage de Théodose. Certaines éditions contemporaines continuent de reproduire les données de cette édition qui démontre pourtant beaucoup d'anachronisme.

Ainsi, la majorité des auteurs, en mentionnant les Zaporogues dans la région de Donetsk antérieurement de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, utilise l'ouvrage de Théodose comme ouvrage de référence. Cependant, il y a très peu de faits réellement démontrés sur les colonies de notre région au cours de la deuxième moitié du XVII^e siècle. Il n'existe qu'un fait se rapportant à la première moitié du XVII^e siècle – c'est une mention de la communauté monastique dans les Montagnes Saintes. Les informations de leur présence au cours du XVI^e siècle sont totalement inexistantes. A contrario, il y a bien des témoignages archéologiques sur la migration de différents groupes de population, mais les Zaporogues ne sont pas ni les



Cosaque du Don

seuls et ni même les principaux. Ainsi, Théodose mentionne le lieu dit « Coin Rouge », où la montagne Faucon est « fameuse et connue » pour la communauté de Zaporojié et où un docte personnage Dovgale s'est établi : « ... dans le magnifique et majestueux coin, pour rendre hommage et pour les conversations spirituelles, souventes fois en hordes, les cosaques-Zaporogues venaient du lieu dit de Tchenoukhino ».

Ce message qui ne contient pas de date ne se réfère par ailleurs à aucune source d'information. En outre, cette région « fameuse et connue » l'est depuis les temps anciens non seulement par la communauté de

Zaporojié. Comme l'indique le document de 1704, la montagne de Faucon était non seulement connue des cosaques de Zaporojié, mais également des cosaques du Don, et des Slobojaniens depuis le début du XVII^e siècle.

D.I. Bagaleï cite ainsi un document qui mentionne le lieu dit : en 1638. D. Fedorov s'est rendu sur Donets d'Azov, près des montagnes de Faucons, sur les rives des Eaux de Loup, et également au bord de la rivière Tor. Ainsi, les Tatars bien connaissaient aussi les montagnes de Faucons. Ils en avaient même un sentiment de propriété.

Il est manifeste que la plupart des auteurs utilisent essentiellement l'histoire de Zaporojié pour rendre les dates de fondations des cités plus anciennes.

Lors de l'analyse de l'ouvrage de Théodose on peut remarquer une division évidente de ces témoignages en deux parties : la première partie représente le traitement des sources cosaques, la deuxième - contient généralement les documents de la deuxième moitié du XVIII^e siècle. De courtes citations sont mises en italiques et contiennent un lexique spécifique. Théodose a essayé de mettre en évidence l'histoire des colonies de tous les districts de l'évêché d'Yekaterinoslav, pourtant l'information qui concerne les terres de Donetsk (de Priazovié) est à la fois la plus vague et la moins justifiée.

Selon les sources, le mécontentement de Kocha envers la construction de la forteresse de Bogoroditskaya par les troupes russes et d'hetman est bien connu. Ce mécontentement fut la cause

d'une longue correspondance entre les différents antagonistes et a laissé des traces profondes dans l'historiographie. Cependant, dans l'ouvrage de Théodose cet événement ne s'exprima que par trois messages insipides sur la migration des Zaporogues de la ville de Samar' durant les hivernages. Évidemment, les auteurs utilisant Théodose comme source essentielle vont, par le manque de données réelles, user de toute leur inspiration pour créer leur histoire officielle.

Un texte sur la fondation de grandes exploitations en 1737 dans les lieudits de Ravin de Pierre et d'Arroyo de Gritsenkov (où plus tard le faubourg de Pavlovka Lozovaya est apparu) et en 1738 dans le lieudit d'Apic de Makar (Makar Sans Souche) semble douteux. Ainsi les événements politiques et militaires sur ce territoire n'ont pas pu contribuer au peuplement durant cette période, où précisément se déroulait une guerre avec la Turquie. Ces actions de guerre ont eu lieu en proximité des villes de Tor, de Bakhmoute, d'Izum, de Kharkiv. Avant même cette guerre, durant la période s'étalant de 1713 à 1735, trente-cinq attaques des Tatars ont été identifiées.

Certaines attaques ont provoqué des pertes particulièrement lourdes : en 1713, 1717 les Tatars conquiert la ville de Livni, en mars 1713, 2000 personnes sont tuées et 14 340 personnes sont faites prisonnières. Quatre ans plus tard, en 1717, 30 000 personnes sont également faites prisonnières. Ce sont les régiments de Mirgorodskiy, Poltavskiy, Akhtirskiy, Kharkovskiy et Izumskiy qui vont résister à



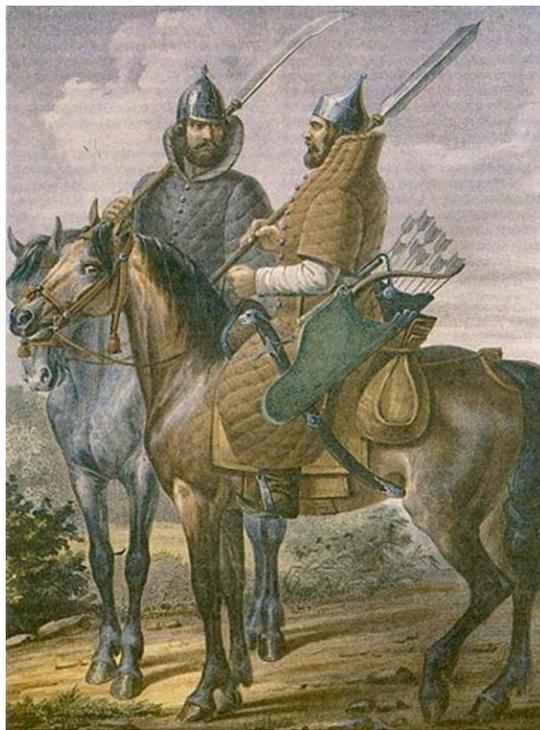
la plupart des attaques. En février 1738 Khan voulut percer « une ligne ukrainienne », et rejoignit le Severskiy Donets vers l'izum. Il envoya des troupes dans toutes les directions et fit de nombreux prisonniers parmi les habitants des villes-forteresse de Bakhmoute, d'izum et d'autres. Durant ces événements, les Zaporogues effrayèrent les Tatars dans les ravins de Droujkovka. Si l'on considère la date figurant sur Droujkovka, les Zaporogues « paniquèrent, effrayèrent, stupéfièrent, frappèrent » les Tatars et ses alliés pendant des attaques simultanées dans la province de Bakhmoute.

À propos de la fondation de la ville contemporaine d'Yassinovataya (et du lieu dit de même nom) il est dit qu'en 1690 (?) quelques Zaporogues ont fondé un campement d'hivernage et « ils connaissaient la ville de Bakhmoute ».

L'analyse de la chronologie selon les districts montre paradoxalement le manque d'informations pour les districts de « Donetsk ». Pour combler ce vide d'informations, les événements s'étant probablement déroulés dans les autres districts (de Pavlograd, de Novomoskovsk) sont automatiquement transférés sur ceux de Slavyanoserbsk et de Bakhmoute.

La démarche n'est pas innocente puisqu'elle permet ainsi aux Zaporogues de tenter de justifier leur droit sur plus de territoires qu'ils n'occupèrent réellement. En particulier, le message suivant témoigne de cette falsification : En automne 1769, au bord de la mer d'Azov à l'embouchure du fleuve de Mious, pas loin de Taganrog, plus de 500 Zaporogues en famille sont soudainement apparus et ont expliqué être venus pour pêcher. Ainsi Théodose raconte : tout d'abord, ils avaient pêché, puis ils ont commencé à aménager des huttes, des campements d'hivernage, des maisons en argiles et des Kourégnes, le même nombre de Zaporogues est venu en août, et puis :

« Il s'est avéré que cette migration de Zaporogues a été réalisée sur l'ordre avisé de Kocha, qui voulait s'approprier toutes les périphéries de ses



patrimoines, étendre ses possessions par son peuple et ses tributaires et prouver au monde sa possession d'un grand territoire et d'un grand pays ».

Ainsi, par la politique colonialiste de Kocha, il y a une tentative de non seulement justifier son droit sur ces terres, mais aussi et s'emparer des autres territoires. Ce phénomène historique s'est reflété dans l'ouvrage de Théodose, qui tenait textuellement ses sources de Zaporojié. Cependant, il est indispensable d'user avec prudence des références de ses ouvrages.

Dans l'histoire du Donbass on peut parler de présence de Zaporojié uniquement durant la deuxième moitié du XVIII^e siècle, mais cette présence ne représentait pas pour autant une majorité de la population. Sur ces terres, qui sont considérées comme des terres de Kalmiougskaya palanka, le pouvoir de Kocha ne signifie pas pour autant la construction de cité car le passage à la vie sédentaire ne débute qu'à partir de 1768.

En parlant du territoire de Donetsk comme d'une région de Zaporojié, certains auteurs diminuent non seulement le rôle des colonisations de Don et de Sloboda, mais font disparaître, au fil du temps, la tradition historique du Donbass et le rôle de la population russe frontalière, des Odnodvortsi, des pêcheurs de Belgorod, de Poutivle, de Voronej et particulièrement de Kursk.

Initiée dès le XVI^e siècle, la colonisation russe de pêche s'est maintenue jusqu'à l'époque contemporaine, puis est devenue industrielle au XIX^e siècle.

Ces mouvements de Russes vers les territoires repris à la Turquie, n'étaient pas si populaires et que partiellement appuyés par la politique de l'État russe, celle-ci souhaitant avant tout que les constructions de villes soient destinées à protéger la frontière russe. Néanmoins la population russe migra en aval du Severskiy Donets et du Don dans le but premier de développer l'activité de la pêche et de s'installer dans

les nouvelles villes créées à la fin du XVI^e siècle. Nous ne retrouverons que peu d'écrits historiques sur ces processus. Toutefois on sait que la population russe a été installée dans la ligne du contact direct avec l'ennemi. Elle n'avait pas la liberté de quitter cette zone et devaient défendre le territoire. Il en fut ainsi pour toutes les lignes (d'Izum, de Tor, d'Ukraine, de Dniepr) durant tout le temps de l'acheminement de l'État russe au sud.

Les russes vivaient toujours dans les régions les plus dangereuses, et ce fut seulement une fois ces territoires sécurisés et les terres plus appropriées à l'agriculture, que ces villes furent peuplées par des familles ukrainiennes. Les Ukrainiens s'installaient alors et les troupes russes étaient de nouveau déplacées sur « la ligne de feu ». Les descendants des Odnodvortsi russes de l'époque du début de l'aménagement de la Steppe vivent encore dans notre région.

Ainsi, seulement en tenant compte du rôle de chacun des quatre grands flux de colonisation (deux russes et deux ukrainiens), puis des invasions étrangères (grecque, slavyanoserbe, allemande), on peut plus justement estimer le rôle de chacun des peuples dans l'aménagement et le développement de la région de Donetsk.

La dernière contestation initiée par les historiens ukrainiens concerne la composante historique du Donbass. Quel est le pays d'origine du Donbass : la Russie, l'Ukraine, ou les deux ensemble ? Ainsi la question de connaître la colonisation principale devient-elle un enjeu majeur. Dmitri Bagaleï, dans son histoire de la région de Sloboda, a particularisé la colonisation nationale et populaire, en accordant la priorité à celle gouvernementale. En outre, la manifestation de la colonisation gouvernementale appartient entièrement au facteur russe, tandis que celle des peuples a deux composantes - russes et ukrainiennes. Il y a toutefois un certain nombre d'autres points de vue. Il est généralement admis que c'est la combinaison de la colonisation populaire et gouvernementale qui est devenue le catalyseur de tous les processus qui ont eu lieu dans la région de Donetsk. Afin de s'implanter, de mettre en valeur les richesses naturelles, d'assurer leur protection, la population locale devait lutter contre des menaces externes et des facteurs naturels. Mais cela était toujours réalisé sous la gestion de l'État russe avec

l'aide de ses ressources.

Le rôle organisateur de l'État russe, qui jouait alors un rôle déterminant dans la migration populaire depuis la détermination des frontières au long de la rivière Severskiy Donets et ensuite lors de leur acheminement de plus en plus loin au Sud, s'ajoute aux circonstances migratoires citées. Le gouvernement imposait des règles, importait des lois pour les nouvelles terres, à qui tout le monde obéissait : la population russe, Dontchaki, les Zaporogues, Slobojaniens, plus tard - les colons étrangers. Les gouvernements de Kursk, de Voronej et d'Oriol continuaient à fournir les ressources humaines des familles d'Odnodvortdi pour le service d'État dans les zones dangereuses de l'empire. À cet égard, le Donbass est une continuation directe et naturelle du sud de la Russie pour devenir plus tard le fondement de l'avenir du Donbass industriel.

En faisant le résumé, nous remarquons encore une fois, que la disjonction de la composante de Cosaques-Zaporogues au détriment de la colonisation russe, en particulier gouvernementale, à d'autres types de flux migratoires, ne correspond pas à la vérité historique et déforme la perception de l'histoire du Donbass, y compris dans la conscience populaire des habitants locaux et des régions voisines. Une autre conclusion est que l'augmentation artificielle de l'âge des dates de fondation des cités du Donbass est une volonté d'ukrainisation de son histoire.

Il faut se rappeler que le précurseur du peuple du Donbass n'est pas seulement l'Ancienne Russie, mais aussi la Grande Steppe – nous héritons tous de cette terre. Il y a déjà longtemps que la steppe et sa culture sont entrées dans la conscience de notre peuple comme une composante de notre histoire. C'est la partie de l'identité culturelle du Donbass. Nous remarquons ensuite que la période de transition entre les époques de la Steppe et de la Russie a duré du XV^e siècle jusqu'à la première moitié du XVI^e siècle. Les prémisses de composition d'une population locale et sédentaire ont débuté à partir de la deuxième moitié du XVI-XVII^e siècles et se sont développés jusqu'au XVIII^e siècle. La formation d'une intégrité territoriale ne remonte qu'en à elle qu'aux XIX et XX^e siècles.

G.G.T.

C'était il y a un siècle...



... février 1916

par Romain JACQUET
Étudiant en Histoire



Mardi 1^{er} février 1916, le monde entre dans son 549^{ème} jour de guerre...
Le mois de février 1916 sera celui de la bataille la plus meurtrière de la première Guerre Mondiale: Verdun. Un enfer qui durera dix mois et fera plus de 300 000 morts et 500 000 blessés. Par l'ampleur des victimes et l'atrocité de cette guerre de tranchées, la bataille de Verdun est entrée dans la mémoire collective de la France et figure comme une des événements marquants de la Grande Guerre.

Du mardi 1er février au dimanche 6 février 1916

Sur les fronts Belge et Français

Les dépêches hollandaises signalent dans l'intérieur de la Belgique des passages de troupes allemandes du Landsturm, dirigées sur le front de l'Yser.

Dans les Flandres, les Allemands continuent leur agitation, ainsi qu'en témoigne la violente lutte d'artillerie près de Dixmude; on se dispute toujours à coups de grenades les abords du pont de Steenstraete sur le canal d'Ypres, et, plus au sud, sur la rive droite, les Anglais ont eu à réprimer une attaque dirigée contre leurs tranchées bordant la route d'Ypres à Pilkem; mais, devant les lignes anglaises, c'est entre la Bassée et Lens que se concentre l'activité réciproque.

Au nord d'Arras, les engagements importants ne se renouvellent pas : la guerre de mines recommence. Si la tranquillité semble renaître en Picardie, en revanche les bords de l'Aisne attirent à nouveau l'attention, et l'ennemi cherche à tâter les lignes françaises dans la région de Berry-au-Bac.

Sur le front Russe

Du côté russe, les nouvelles présentent un intérêt médiocre, en ce qui concerne le front principal :

quelques tentatives allemandes sur le front de la Dvina et principalement à l'ouest de Dwinsk sont annihilées dès le début. Un raid aérien des Allemands sur Dwinsk attire de belles représailles : les aviateurs russes bombardent violemment les bâtiments militaires de Ponerwieje; ils détruisent sur un long parcours la voie ferrée et font sauter un train de munitions.

L'ennemi s'est empressé, d'amener de la grosse artillerie en Galicie et en Bukovine, sur les points menacés par l'offensive du général Ivanoff : sous la protection de ce feu, l'infanterie austro-allemande s'est lancée à l'attaque des positions russes, en bordure du Dniester, mais les tirs de barrage de nos alliés ont dispersé les assaillants. De grands mouvements de troupes s'opèrent au nord de la Bessarabie, à proximité de la frontière roumaine.

En Arménie et en Perse, les troupes russes développent avec succès leur progression, notamment à leur aile droite qui remonte la vallée du Tchorok et dans la région du lac de Van.

Du lundi 7 février au dimanche 20 février 1916

Sur les fronts Belge et Français

Le front garde la même physionomie que la semaine précédente : un peu de mines, beaucoup de tirs d'artillerie, peu d'actions d'infanterie. Les Allemands ne restent cependant pas inactifs : on signale en Belgique de grands passages de troupes vers Ypres; ils usent de tous les moyens de locomotion pour envoyer sur le front hommes et matériel : des transports à vapeur immenses, portant des poids considérables, parcourent les canaux, surtout ceux de la région de Gand. Le kaiser a été signalé à Namur, se rendant à Charleville, où est le grand quartier général allemand.

Depuis que l'ennemi a occupé quelques centaines de

mètres de tranchées britanniques en Belgique, parallèlement au canal d'Ypres à Commines, les Alliés ne leur laissent pas de répit, depuis le nord d'Ypres jusqu'aux abords de la Lys.

Au nord de Soissons, l'artillerie française bombarde durement les défenses ennemies, après avoir repoussé une furieuse attaque de plusieurs jours.

A peine remise de son échec de Seppois, l'armée du kronprinz attaque les positions alliées de Largitzen, à quelques kilomètres d'Altkirch : grâce à une furieuse préparation d'artillerie, les troupes allemandes ont pu aborder un instant nos tranchées, mais une intervention de nos réserves a brillamment rétabli la situation.

Sur le front russe

Du côté des Russes, une activité réciproque continue à se manifester aux deux ailes du front principal entre Riga et Dvinsk, d'une part, en Bukovine et en Galicie, de l'autre : il s'agit surtout d'un duel d'artillerie.

L'intérêt se porte principalement sur le théâtre d'Arménie : le siège d'Erzeroum a été conduit avec une rapidité foudroyante et la chute de cette importante place forte n'a suivi que de quelques jours la destruction du premier fort. Les journaux russes évaluent la garnison d'Erzeroum à 100 000 hommes avec 467 canons dans les forts avancés, 374 dans les forts centraux et 200 canons de campagne. Nos alliés ont recueilli plus de mille canons turcs.

Pendant que leur groupe central taille en pièces les débris de l'armée turque en déroute au cours d'une poursuite vigoureuse, leur aile droite, progressant le long du littoral de la mer Noire et par la vallée de Tchorok, dessine un mouvement tournant vers le port de Trébizonde.

Deux autres villes tombent au pouvoir de l'armée russe du grand-duc Nicolas : Mouch et Aklat.

Du lundi 21 février au mardi 29 février 1916

Sur les fronts Belge et Français

Semaine marquée par de nombreux combats aériens : à l'est d'Altkirch, un aviateur français fait tomber un fokker allemand; dans la région d'Epinal, un albatros est abattu par l'artillerie française; dans la région de Bures, au nord de la forêt de Parroy, un appareil allemand tombe dans les lignes françaises; un zeppelin, en marche de Sainte-Menehould vers le

sud, est atteint par un obus lancé par un auto-canon de la section de Revigny et tombe en flammes aux environs de Brabant-le-Roi.

Un raid d'avions allemands a lieu sur le Comté de Kent, en plein jour : il cause, après avoir lancé 18 bombes des dégâts insignifiants. Les aviateurs anglais, par représailles, font un raid de nuit contre l'aérodrome allemand de Cambrai : leurs bombes frappent les hangars et font explosion à l'intérieur.

Les troupes allemandes prononcent une attaque importante en Artois, dans le bois de Givenchy, à l'est de la route reliant Souchez à Angres : deux régiments d'infanterie bavaroise, sur un front d'un kilomètre, gagnent l'emplacement de notre première tranchée et, en quelques points, notre tranchée de doublement, malgré nos tirs de barrage qui déciment les assaillants. En Picardie, une offensive aussi sérieuse se produit près de Chaulnes, où se croisent les lignes d'Amiens à Chaumont et de Paris à Cambrai : notre artillerie brise la tentative.

Le lundi 21 février 1916 vers 7 heures, un obus de 380 mm explose dans la cour du palais épiscopal de Verdun. C'est le début d'une bataille inhumaine —



**Soldats français du 87e Régiment à la Côte 304
au nord-ouest de Verdun
Photo anonyme (1916)**



opération baptisée Gericht (tribunal) par les Allemands — qui dure dix mois et fait plus de 300 000 morts et 500 000 blessés.

Un déluge de fer et de feu s'abat sur un front de quelques kilomètres (le bombardement est perçu jusque dans les Vosges, à 150 km). Deux millions d'obus — un obus lourd toutes les trois secondes — tombent sur les positions françaises en deux jour.

Sur la partie centrale, de long de 15 kilomètres, les Allemands installèrent 800 canons. Au bois des Caures durant cette journée, 80000 obus tombent la même journée.

À 16 heures, le même jour, 60 000 soldats allemands passent à l'attaque sur un front de six kilomètres au bois des Caures, croyant s'attaquer à des troupes à l'agonie, totalement désorganisées. Le 7^e corps d'armée (Allemagne) commandé par le général Johann von Zwehl, le 18^e corps d'armée (Allemagne) commandé par le général Dedo von Schencket le 3^e corps d'armée (Allemagne) commandé par le général Ewald von Lochow.

L'infanterie allemande effectue une progression limitée, aménage immédiatement le terrain afin de mettre l'artillerie de campagne en batterie. La portée ainsi augmentée, les canons allemands menacent directement les liaisons françaises entre l'arrière et le front.

Les forces françaises sont écrasées par cette pluie

d'acier. Le lieutenant-colonel Driant trouve la mort le 22 février dans le bois des Caures. Avec lui, 1 120 hommes tombent. Il n'y aura que 110 rescapés parmi les 56^{ème} et 59^{ème} bataillons de chasseurs à pied. Sur le reste du secteur, les défenses sont broyées, disloquées, écrasées. En quelques heures, les massifs forestiers disparaissent, remplacés par un décor lunaire. Les massifs de Haumont, de Herbebois et des Caures sont déchiquetés, hachés, nivelés. Derrière le feu roulant, le 7^{ème} corps rhénan, le 18^{ème} hessois et le 3^{ème} brandebourgeois avancent lentement.

Le fort de Douaumont, qui n'est défendu que par une soixantaine de territoriaux, est enlevé dans la soirée du 25 février 1916 par le 24^e régiment brandebourgeois. Ce succès fut immense pour la propagande allemande et une consternation pour les Français. Par la suite, 19 officiers et 79 sous-officiers et hommes de troupes de cinq compagnies différentes occupent Douaumont qui devient le point central de la défense allemande sur la rive droite de la Meuse. Par cette prise, les Allemands ne se retrouvent plus qu'à 5 km de la ville de Verdun, se rapprochant inexorablement.

Malgré tout, la progression allemande est très fortement ralentie. En effet, la préparation d'artillerie présente des inconvénients pour l'attaquant. Le sol, labouré, devient contraignant, instable, dangereux.

Bien souvent, la progression des troupes doit se faire en colonne, en évitant les obstacles.

Contre toute attente, les Allemands trouvent une opposition à leur progression. Chose incroyable, dans des positions françaises disparues, des survivants surgissent. Des poignées d'hommes, souvent sans officiers, s'arment et ripostent, à l'endroit où ils se trouvent. Une mitrailleuse suffit à bloquer une colonne ou la tête d'un régiment. Les combattants français, dans un piteux état, résistent avec acharnement et parviennent à ralentir ou à bloquer l'avance des troupes allemandes.

Un semblant de front est reconstitué. Les 270 pièces d'artillerie françaises tentent de rendre coup pour coup. Deux divisions françaises sont envoyées rapidement en renfort, le 24 février 1916, sur ce qui reste du front. Avec les survivants du bombardement, elles arrêtent la progression des troupes allemandes. Joffre fait appeler en urgence le général de Castelnau à qui il donne les pleins pouvoirs afin d'éviter la rupture des lignes françaises et une éventuelle retraite des troupes en catastrophe. Le général donne l'ordre le 24 février de résister sur la rive droite de la Meuse, du côté du fort de Douaumont, au nord de Verdun. La progression des troupes allemandes est ainsi stoppée grâce aux renforts demandés par



Dépôt de munition français dans les lignes arrières

Castelnau jusqu'au lendemain, jour de la prise du fort de Douaumont.

C'est la fin de la première phase de la bataille de Verdun. Manifestement, les objectifs de Falkenhayn ne sont pas atteints. Un front trop limité, un terrain impraticable et la hargne du soldat français semblent avoir eu raison du plan allemand.

Le 25 février 1916, Joffre décide de l'envoi à Verdun de la 11^{ème} Armée, qui avait été placée en réserve stratégique, et dont le général Pétain était le commandant depuis le 21 juin 1915. À la suite des recommandations du général de Castelnau, il lui confie le commandement en chef du secteur de Verdun.

C'est dans l'hôtel où il se trouve avec sa maîtresse que Pétain est averti par son ordonnance de son affectation, qu'il rejoint aussitôt.

Philippe Pétain est un fantassin de formation, qui n'ignore pas que « le feu tue », comme il le répète sans cesse. Pour lui, la progression de l'infanterie doit s'effectuer avec l'appui de l'artillerie. L'année précédente, la justesse de sa tactique a été démontrée. Il est économe des efforts de ses hommes et veille à adoucir au maximum la dureté des épreuves pour ses troupes.

Dans un premier temps, le général Pétain réorganise la défense. Elle s'articule sur les deux rives de la Meuse, en quatre groupements : sur la rive droite Guillaumat, Balfourier et Duchêne, Bazelaire sur la rive gauche. Une artillerie renforcée dans la mesure des disponibilités couvre les unités en ligne. Les forts sont réarmés. Pour ménager ses troupes, il impose « le tourniquet ». Les troupes se relaient pour la défense de Verdun. En juillet 1916, 70 des 95 divisions françaises ont participé à la bataille.

Dans un second temps, Pétain réorganise la logistique. La seule voie de ravitaillement possible consiste en une voie ferrée sinueuse doublée d'une route départementale. La route ne fait que sept mètres de large et se transforme en borbier dès les premières pluies. Sur ces 56 km de piste, il fait circuler une succession ininterrompue de camions roulant jour et nuit.

Cette artère vitale pour le front de Verdun est appelée « La Voie sacrée » par Maurice Barrès. Il y circule plus de 3 000 camions, un toutes les quinze secondes. 90 000 hommes et 50 000 tonnes de munitions sont transportés chaque semaine.



voie métrique. Elle est intensément exploitée à partir du matériel roulant d'origine (celui du "Petit Meusien") mais comme cela ne suffit pas, l'armée utilise aussi des locomotives, voitures et wagons en provenance de toute la France. Alors que le réseau n'est pas dimensionné pour absorber un tel trafic, aucun accident n'est à déplorer. Dans le même temps, les

Des carrières sont ouvertes dans le calcaire avoisinant. Des territoriaux et des civils empierrent en permanence la route. Des milliers de tonnes de pierres sont jetées sous les roues des camions qui montent et descendent du front. Les deux files font office de rouleau compresseur et dament les pierres.

Un règlement draconien régit l'utilisation de cette route. Il est interdit de stationner. Le roulage se fait pare-chocs contre pare-chocs, de jour comme de nuit. Le flot ne doit s'interrompre sous aucun prétexte. Tout véhicule en panne est poussé au fossé. La voie ferrée existante est une

sapeurs construisent une nouvelle voie de chemin de fer, à voie normale cette fois, pour desservir Verdun : la ligne 6 bis. Construite en un temps record, elle contribue à la victoire française, en particulier en évitant les transbordements.





Douaumont

Enfin, Pétain réorganise l'artillerie. L'artillerie lourde restante est récupérée. Un groupement autonome est créé et directement placé sous ses ordres. Cela permet de concentrer les feux sur les points les plus menacés. Ces changements apportés à cette partie du front font remonter le moral de la troupe qui sent en Pétain un véritable chef qui la soutient dans l'effort et la souffrance.

Pour la première fois depuis le début de la guerre, l'aviation intervient de manière véritablement organisée avec la création de la première grande unité de chasse, chargée de dégager le ciel des engins ennemis, et de renseigner le commandement sur les positions et les mouvements de l'adversaire : « Je suis aveugle, dégagez le ciel et éclairez-moi », leur dira-t-il. Les Allemands sont arrêtés à quatre kilomètres de leurs positions de départ, avance très faible eu égard aux moyens qu'ils ont engagés.

Le Kronprinz supplie Falkenhayn d'attaquer la rive gauche pour faire taire les canons français. Les Allemands attaquent autour du Mort-Homme, du côté de la rive gauche, du bois des Bourrus, du bois de Cumière et du bois des Corbeaux. Puis ils attaquent sur la rive droite autour du fort de Vaux, de la Côte du Poivre et d'Avocourt. Ce sont à chaque fois des boucheries pour les deux camps. En ces lieux, tant du côté français qu'allemand, ces hommes ont fait preuve tout à la fois de courage, de désespoir, de sacrifice et d'abnégation.

Sur ces positions, les armées françaises et

allemandes sont impitoyablement usées et saignées à blanc. Nombreuses sont les unités qui doivent être entièrement reconstituées à plusieurs reprises ou qui disparaissent.

Le saillant de Verdun se transforme en une innombrable boucherie où la sauvagerie

l'emporte sur toute sorte de compassion.

Le fer, le feu et la boue forment la triade infernale composant la vie du « poilu », mais aussi celle du « Feldgrau » allemand.

Pétain réclame des renforts à Joffre. Mais ce dernier privilégie sa future offensive sur la Somme. Cela fait dire à Pétain « Le GQG me donne plus de mal que les Boches ».

Durant ce temps, 10 000 Français tombent pour garder la cote 304 où les Allemands sont accrochés sur les pentes.

Sur le front russe

Les avions allemands se montrent au-dessus de la région de Riga et dans le secteur de la Dvina.

Sur la position de Dvinsk, dans la région du chemin de fer, les Russes refoulent l'ennemi et progressent. En Galicie, échange de bombes et combats locaux autour d'entonnoirs.

Les communiqués russes donnent des détails officiels sur la prise d'Erzeroum : sont prisonniers : 235 officiers turcs, 12000 soldats; ont été enlevés : 9 drapeaux, 313 canons et de grands dépôts d'armes, de munitions et d'approvisionnements. L'armée russe du Caucase continue sans répit la poursuite du reste des forces turques ; sur la chaussée de Trébizonde, elle occupe quelques villages.

DATES CLÉS DU MOIS DE FÉVRIER 1916

1 février	A la suite du bombardement du mois de janvier, le général Galliéni est interpellé à propos de la défense antiaérienne de la capitale. La discussion est reportée en commission.
3 février	en Allemagne, début de la réquisition des industries textiles. en Russie Goremykine est remplacé par Sturmer à la présidence du Conseil des ministres. Ce même jour, le Royaume-Uni décrète le service obligatoire avec près de 4 millions d'hommes qui sont appelés sous le drapeau de l'Union Jack auquel s'ajoute un million et demi de travailleurs dans les industries de guerre.
8 février,	Le gouvernement allemand décrète qu'à partir du 1er mars la guerre sous-marine sans restriction pourra commencer : les navires marchands pourvus de canons seront assimilés à des bâtiments de guerre et torpillés sans restrictions préalables pour évacuer les passagers. Ce même jour, le sous-marin allemand U-51 coule le cuirassé « Amiral Charner ».
11 février	Les services de renseignements des Alliés apprennent que les Allemands sont sur le point de lancer une offensive de grande envergure dans la région de Verdun. Tandis qu'à Berlin, Guillaume II ordonne l'intensification de la guerre sous-marine.
13 février	Les alliés s'engagent à garantir dans l'avenir, la neutralité du territoire belge et lui promettent la récupération des territoires annexés par l'Allemagne.
13 février	La 1 ^{re} brigade russe constituée (2 régiments), quitte Moscou par le transsibérien et arrive en Mandchourie à Dairen le 28 février, d'où elle embarque pour la France sur des navires français.
14 février	La France, la Grande-Bretagne et la Russie garantissent que la Belgique participera aux négociations de paix et qu'elles ne mettront pas fin aux hostilités tant que l'indépendance politique et économique du pays ne sera pas rétablie.
16 février	Les forces russes s'emparent d'Erzeroum en Arménie turque. L'entrée des troupes révèle l'ampleur de la déportation des Arméniens dans cette ville.
18 février	Le général Joffre commandant en chef des armées française, et le maréchal Douglais Haig commandant en chef des armées britannique, se mettent d'accord pour reporter la prochaine grande offensive sur le front de la Somme.
21 février	L'artillerie lourde allemande pilonne les positions françaises sur un front de 12 kilomètres du village d'Ornes à la Meuse. C'est le début de la bataille de Verdun.
22 février	Sous le commandement du colonel Driant, 1300 chasseurs défendent avec acharnement le bois des Caures, dans la zone de Verdun. Aucun homme ne survivra.
23 février	Devant la puissance de feu de l'armée allemande, les troupes françaises doivent évacuer Brabant-sur-Meuse, situé entre Samogneux et Consenvoye.
25 février	Verdun : après avoir pris Beaumont et le fort de Douaumont, les Allemands suspendent l'offensive devant le village de Douaumont qu'ils n'ont pas réussi à occuper.
29 février	Le croiseur britannique Alcantara et le navire allemand Grief se coulent mutuellement après un combat épique dans la Manche. Ce même jour, après avoir tenté en vain de s'emparer du village de Douaumont, les Allemands suspendent leur offensive.

Chronologie d'une mort annoncée – 1989-1990



par Alexandre WATIN
Président de l'ORFACE

Disparition de la NVA, pilier du pacte de Varsovie

1/3



La NVA¹, pilier du pacte de Varsovie²

**« L'expérience apprend que le moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement et d'ordinaire celui où il commence à se réformer »
Tocqueville**

Le 12 novembre 1955, jour du bicentenaire de Scharnhorst³, vit la création officielle de la Bundeswehr⁴, quelques mois plus tard la République Démocratique d'Allemagne⁵ créa la Nationale Volksarmee. En cette année du 60ème anniversaire de la création de la Bundeswehr les autorités civiles et militaires allemandes saisissent l'occasion pour faire un bilan sur cette toute jeune armée qui avait permis à la République fédérale d'Allemagne de rejoindre le concert des grandes nations occidentales tout juste dix ans après la défaite du régime nazi. Aujourd'hui la Bundeswehr fait partie intégrante de nombreuses unités bi et multinationales. Elle est engagée depuis quelques années dans des actions militaires hors de ses frontières en accord avec sa Constitution et ses engagements pris au travers des traités internationaux.

Mais le sujet que je vais aborder est assez original dans l'histoire militaire contemporaine pour qu'il mérite d'être relaté. 25 ans après la réunification

allemande il convient de rappeler la façon remarquable dont les autorités politiques et militaires de l'Allemagne de l'Ouest ont pu, en l'espace de quatre années, désagréger et effacer un des outils militaires considérés comme l'un des plus puissants, du pacte de Varsovie. Cette lourde responsabilité fut confiée en 1990 au général Jörg Schönbohm qui, du jour au lendemain, se trouva le supérieur hiérarchique direct d'une armée qui était encore il y a quelques mois un des plus irréductibles adversaires de la Bundeswehr.



De la chute du mur

A la stupéfaction de toutes les chancelleries diplomatiques en particulier et de la presse mondiale en général le 9 novembre 1989 les Berlinoises prennent possession et font tomber le mur de Berlin⁶. Une zone sous

tension depuis 1945 n'est plus qu'une simple frontière comme tant d'autres en Europe occidentale ! Après cette extraordinaire révolution pacifique se dessine clairement la détermination du peuple allemand de réaliser enfin le rêve de plusieurs générations : la réunification des deux Allemagnes. Toute à leur joie des retrouvailles une question fondamentale se pose subitement au sein des structures militaires des forces alliées occidentales: que va devenir la NVA, cette armée qui encore il y a quelques mois était qualifiée de fer de lance des troupes du pacte de Varsovie dont l'obligation principale était l'invasion de l'Allemagne de l'Ouest !

Création et missions de la NVA

Le 18 janvier 1956 fut officiellement créée la nouvelle armée de la RDA en opposition directe à la toute récente Bundeswehr. Dès 1960 la NVA fut directement mise sous la tutelle du comité national de la défense composé du secrétaire général du Parti Est-allemand SED⁷ et des membres du comité central du Parti SED. Sur le modèle de l'allié soviétique la mainmise du SED sur la politique militaire générale de la NVA fut totale. En outre la commission pour la sécurité nationale du SED ainsi que le service pour la sécurité du comité central du SED ont également influencé la politique d'engagement militaire de la NVA.

Toute la politique de défense fut ainsi imprégnée des directives du parti, lui-même conseillé par les instances soviétiques. Aussi, outre la défense du territoire de la RDA et du socialisme la NVA avait pour mission la défense du régime. Cette mission pris de l'importance à la suite du soulèvement populaire du 16 juin 1953⁸ où plusieurs entreprises se mettent en grève. Le 17 juin, l'agitation gagne très vite le reste du pays. Des centaines de milliers de personnes descendent dans les rues des principales villes de la RDA (Leipzig, Magdebourg, Dresde, etc.). Une foule de 60 000 personnes attaque les locaux de

la police, conspuent les dirigeants, incendient les sièges des journaux, etc.

Walter Ulbricht⁹ décide alors de faire appel aux troupes soviétiques pour organiser la répression contre un soulèvement aussitôt qualifié de contre-révolutionnaire commandité par les occidentaux. Afin d'éviter à l'avenir de devoir recourir de nouveau aux services de l'armée soviétique devant une situation semblable la SED intègre dorénavant la NVA comme recours ultime de moyen de répression.

Depuis la Seconde Guerre Mondiale les cadres militaires est-allemands, dont la grande majorité sont issus de l'ancienne Wehrmacht, avaient gardé de nombreux éléments de leur passé militaire. Surnommés de « prussiens rouges », par leurs frères ennemis ouest-allemands, le corps des officiers et des sous-officiers de la NVA observait une discipline de fer et faisait subir à leurs soldats un entraînement rigoureux d'une armée offensive ce qui en faisait une armée particulièrement aguerrie et redoutable.

La NVA devient au fil des ans un outil militaire particulièrement bien rodé qui n'avait rien à envier aux troupes de chocs de l'ancienne Wehrmacht. Ces



dispositions étaient particulièrement bienvenues en pleine guerre froide¹⁰ et avec une force de l'ordre de 170 000 hommes ; elle était l'armée la plus puissante du pacte de Varsovie. Ainsi elle occupa en Europe une place stratégique fondamentale sur l'échiquier géopolitique de l'union soviétique.

Glasnost et Perestroïka

L'arrivée en 1985 au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev¹¹ marque le début de la *Perestroïka*¹². Le nouveau leader russe jouit d'une grande popularité en Union soviétique mais aussi en Europe occidentale. Une des premières mesures prises dès l'arrivée au pouvoir a été la libéralisation partielle de la presse, plus connue sur le nom de *Glasnost*¹³. Le changement politique est considérable et en 1988, les premières manifestations anti-communistes ont lieu.

En RDA comme ailleurs des velléités de démocratisation surgissent. Dès l'automne 1989 les citoyens de la RDA manifestent pacifiquement dans les rues pour faire part de leur mécontentement sur leur condition de vie. Ces manifestations appelées les « manifestations du lundi¹⁴ » ont lieu à Leipzig. Elles connaissent un succès foudroyant et le nombre de participants ne cesse d'augmenter et de s'étendre à d'autres villes de la RDA au grand dam des dirigeants du SED.

Alors qu'en Chine populaire les manifestations de juin 1989¹⁵ ont été réprimées dans le sang, il était à redouter une réaction similaire de la part des responsables politiques du SED et par conséquent de leur bras armé la NVA. Dès les premiers soubresauts populaires la NVA fut mise en état d'alerte sur une directive du ministre de la défense de la RDA Heinz Keßler¹⁶. Des éléments de l'armée furent mis à disposition pour soutenir les éléments de la sécurité intérieure et de la police afin d'éviter tout débordement. La veille des célébrations du 40^{ème} anniversaire de la RDA¹⁷ la NVA n'était non seulement présente pour assurer la partie protocolaire des défilés militaires mais aussi pour assurer la sécurité des dirigeants du régime. Des unités d'intervention ont été mises en place sur plusieurs sites à risque dont les villes de Berlin et de Leipzig. Mais les festivités officielles ne se déroulent pas dans le calme. Dans tout le pays, des milliers de

manifestants descendent dans la rue en exigeant avec force des réformes démocratique et revendiquent l'existence de nouveaux mouvements et partis.

Le régime du SED réagit avec beaucoup de brutalité et les forces de l'ordre déploient leurs troupes. Ils dans plusieurs villes les unités armées rouent de coups les manifestants. Les blessés et les arrestations sont nombreux. Dans la nuit du 4 au 5 octobre 1989 lors d'une manifestation à la gare centrale de Dresde la NVA intervient en support des forces de l'ordre mais à aucun moment il n'y eut utilisation d'armes à feu.

Des réformes tardives

Mais, au même titre que pour la population civile les bouleversements politiques et sociétaux, auxquels la RDA fut confrontée durant la période 1989-1990, n'ont pas été sans incidence sur l'armée. N'ayant plus les moyens financiers, ni la volonté politique de sauvegarder cette alliance militaire, Gorbatchev propose d'abroger le Pacte de Varsovie contre la dissolution de l'OTAN.

Poursuivant sa politique de rapprochement avec l'Ouest et la démocratisation du communisme en Europe, Gorbatchev condamne la survie des « démocraties populaires¹⁸ » en Europe. Au mois de décembre 1989, Georges Bush¹⁹ et Gorbatchev déclaraient lors d'une rencontre à Malte²⁰ que la Guerre froide était terminée au grand désarroi des dirigeants est-allemands.

Cacique du mouvement et incapable de gérer cette nouvelle situation le ministre de la défense nationale Kessler démissionne en octobre 1989 son successeur devient l'amiral Theodor Hoffmann²¹. Celui-ci entreprend un certain nombre de réformes dont l'une, signe du temps, est de dissocier la direction politique de la direction militaire. La création d'une commission pour la réforme militaire de la RDA quant à elle a pour but de traiter des affaires générales touchant au désarmement, aux alliances militaires et sur l'avenir de la RDA et du rôle que devait y jouer la NVA.

La mise en place d'une nouvelle organisation du

ministère de la défense, suivant les critères d'un état démocratique, a eu pour effet immédiat un trouble dans l'esprit des militaires. Sous le gouvernement Modrow²² d'autres réformes voient le jour tel que le contrôle parlementaire de la NVA par la chambre du peuple la RDA, la suppression des tribunaux militaires ainsi que la suppression du service du ministère de la sécurité d'État²³, chargé de la surveillance des éléments de la NVA et des gardes-frontières.

Mais les réformes présentées ne satisfont pas tous les militaires du contingent. Les décisions attendues en faveur de la troupe mettaient du temps à s'accomplir et on vit pour la première fois dans l'histoire de la RDA une grève au sein des casernes de la NVA.

La première eut lieu le 1er janvier 1990 dans la

garnison de Beeltits²⁴, qui donna naissance à de nombreuses autres grèves dans diverses garnisons est-allemandes. Les améliorations demandées avait pour objet : la réduction du temps de conscription, la possibilité de faire un service civique, d'obtenir des affectations proche du lieu de résidence, d'avoir une semaine de 5 jours, obtenir une augmentation de la solde, une représentation professionnelle, la suppression des périodes obligatoire de travaux en faveur de l'industrie et de l'agriculture. Ces plaintes aboutirent et la majorité des revendications furent satisfaites.

Le 15 février 1990 tous les organes politiques au sein des armées sont supprimés. Mais il était déjà trop tard et le sort de la de la NVA lié à celui de la RDA était déjà scellé dans les esprits comme dans les faits...

(suite dans le prochain numéro de Sans Frontières)



A.W.

¹La NVA, Nationale Volksarmee, traduit par « Armée populaire nationale », fut de 1956 à 1990 l'armée de la République démocratique allemande (RDA).

²Pacte de Varsovie: organisation militaire des pays socialistes d'Europe de l'Est fondée en 1955. Pacte de défense réciproque en cas d'agression, il comptait: l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), l'Albanie (jusqu'en 1968), la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, l'Allemagne de l'Est (jusqu'en 1990), la Roumanie et la Tchécoslovaquie. À la suite de l'éclatement de l'Union soviétique et des mouvements de démocratisation qui vont marquer l'Europe de l'Est, le Pacte de Varsovie sera dissous le premier juillet 1991. Le Pacte de Varsovie était le bras militaire du camp socialiste; il répondait, dans sa forme et sa puissance, à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, réunissant les pays occidentaux. Paradoxalement, les interventions militaires les plus remarquées du Pacte de Varsovie furent des répressions de mouvements de démocratisation d'Europe de l'Est (Exemple:

Tchécoslovaquie en 1968).

³Gerhard Johann David von Scharnhorst (né le 12 novembre 1755 à Bordenau; mort le 28 juin 1813 à Prague) est un général prussien. Avec le comte August von Gneisenau, il réforma de façon décisive l'armée prussienne en instituant notamment une armée de réserve, qui augmentait notablement l'effectif potentiellement mobilisable.

⁴Dénomination officielle de l'Armée Allemande à compter 22 février 1956.

⁵La République démocratique allemande ; en allemand : *Deutsche Demokratische Republik* ou *DDR*, également appelée Allemagne de l'Est, est un ancien État communiste européen qui a existé durant la seconde moitié du XXe siècle. La RDA a été créée le 7 octobre 1949 par les communistes et socialistes allemands sous l'autorité de l'URSS à partir de la zone d'occupation soviétique en Allemagne que l'Armée rouge occupait, en réponse à la transformation de la trizone en République fédérale d'Allemagne par les puissances occupantes occidentales. Berlin-Est, le secteur soviétique de la ville, en était la capitale.

⁶Le mur de Berlin (en allemand *Berliner Mauer*) « mur de la honte » pour les Allemands de l'Ouest et officiellement appelé par le gouvernement est-allemand « mur de protection antifasciste », est érigé en plein Berlin à partir de la nuit du 12 au 13 août 1961 par la République démocratique allemande, qui tente ainsi de mettre fin à l'exode croissant de ses habitants vers la République fédérale d'Allemagne. Le mur, composante de la frontière intérieure allemande, sépare physiquement la ville en Berlin-Est et Berlin-Ouest pendant plus de vingt-huit ans, et constitue le symbole le plus marquant d'une Europe divisée par le rideau de fer. Plus qu'un simple mur, il s'agit d'un dispositif militaire complexe comportant deux murs de 3,6 mètres de haut avec chemin de ronde, 302 miradors et dispositifs d'alarme, 14 000 gardes, 600 chiens et des barbelés dressés vers le ciel. Un nombre indéterminé de personnes sont victimes des tentatives de franchissement du mur. L'affaiblissement de l'Union soviétique, la *perestroïka* conduite par Mikhaïl Gorbatchev, et la détermination

des Allemands de l'Est qui organisent de grandes manifestations, provoquent le 9 novembre 1989 la chute du « mur de la honte », suscitant l'admiration incrédule du « Monde libre » et ouvrant la voie à la réunification allemande.

⁷En avril 1946, les soviétiques obligent les membres du Parti social-démocrate (SPD) et du Parti communiste allemand (KPD) en activité dans leur zone d'occupation à fusionner au sein d'un seul et unique parti marxiste-léniniste (dans les zones occidentales d'occupation, les instances de ces mêmes partis en activité n'étaient donc pas concernées par cette fusion) : le SED est alors fondé, son organisation étant calquée sur celle du Parti communiste de l'Union soviétique. En 1954, selon l'historien Jan Foitzik, il comptait 27 % d'anciens militants du parti nazi. Le SED garde le pouvoir en RDA jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989, sa prédominance ayant même été inscrite dans la constitution de 1968, statut qu'il perdra le 1er décembre 1989 (le 3 décembre suivant, l'ensemble du comité central démissionna).

⁸L'insurrection en Allemagne de l'Est est un soulèvement populaire qui éclate à Berlin-Est et dans le reste de la République démocratique allemande le 16 juin 1953, et se prolonge les jours et semaines suivantes. L'insurrection, la première de grande ampleur dans le bloc soviétique, s'est terminée par la complète déroute des manifestants et une sévère répression au sein de la société est-allemande. L'échec de ce que les autorités est-allemandes appellent « tentative de putsch » a contribué à fixer la partition de Berlin et de l'Allemagne et à stabiliser l'impopulaire gouvernement de la RDA.

⁹Walter Ernst Paul Ulbricht (né le 30 juin 1893 à Leipzig, mort le 1er août 1973 à Döllnsee au nord de Berlin), membre du Parti communiste d'Allemagne puis du Parti socialiste unifié d'Allemagne. Il fut l'un des principaux dirigeants de la République démocratique allemande, en tant que secrétaire général du SED et président du Conseil d'État.

¹⁰La guerre froide est la période de tensions et de confrontations idéologiques et politiques entre les deux superpuissances que furent les États-Unis et

l'Union des républiques socialistes soviétiques et, de manière plus large, entre les régimes communistes et l'ensemble des régimes non communistes. La guerre froide débute en 1947 et dure jusqu'en 1989, année de la chute des régimes communistes en Europe, ou jusqu'en 1991, année de l'implosion de l'URSS et de la dissolution du pacte de Varsovie.

¹¹Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev parfois surnommé « Gorby », né le 2 mars 1931 à Privolnoïe dans l'actuel kraï de Stavropol, est un homme d'État soviétique qui dirigea l'URSS entre 1985 et 1991. Résolument réformateur, il s'engagea à l'extérieur vers la fin de la guerre froide, et lança à l'intérieur la libéralisation économique, culturelle et politique connue sous les noms de perestroïka et de glasnost. Impuissant à maîtriser les évolutions qu'il avait lui-même enclenchées, sa démission marqua le point final de l'implosion de l'URSS, précédée de deux ans par l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est.

¹²La perestroïka, qui signifie : reconstruction, restructuration ; est le nom donné aux réformes économiques et sociales menées par Mikhaïl Gorbatchev en URSS d'avril 1985 à décembre 1991.

¹³La glasnost, traditionnellement traduit par transparence est une politique de liberté d'expression et de la publication d'informations qui s'amorça par l'accident nucléaire de Tchernobyl puis fut portée en URSS par Mikhaïl Gorbatchev à partir de 1986.

¹⁴Les « *Montagsdemonstrationen* » (manifestations du lundi) sont un élément essentiel du tournant décisif imposé à leur gouvernement en automne 1989, par les citoyens opposés au régime communiste. Le slogan « *Wir sind das Volk !* » (Nous sommes le peuple !) a rassemblé, semaines après semaines, des centaines de milliers d'habitants en protestation contre la politique du gouvernement et contre le système alors en place, d'abord à Leipzig, puis dans de nombreuses villes de RDA.

¹⁵Les manifestations de Tian'anmen se déroulèrent entre le 15 avril 1989 et le 4 juin 1989 sur la place Tian'anmen à Pékin. Elles se sont conclues par une vague de répression, parfois englobée sous

l'expression de massacre de la place Tian'anmen. Elles prirent la forme d'un mouvement d'étudiants, d'intellectuels et d'ouvriers chinois, qui dénonçaient la corruption et demandaient des réformes politiques et démocratiques. La contestation s'étendit à la plupart des grandes villes, comme Shanghai, et aboutit à Pékin à une série de grandes manifestations et de grèves de la faim organisées sur la place Tian'anmen. Après plusieurs tentatives de négociation, le gouvernement chinois instaura la loi martiale le 20 mai 1989 et fit intervenir l'armée le 4 juin 1989.

¹⁶Heinz Keßler, né le 26 janvier 1920 à Lauban (aujourd'hui Lubań, en Pologne) était un général et homme politique est-allemand. De 1985 à 1989, il est ministre de la Défense nationale au sein du gouvernement de la RDA. Il est également membre du Bureau politique du Comité central du SED et député à la Volkskammer. Condamné après la réunification pour son rôle dans les crimes commis par la dictature, il est condamné à sept ans et demi de prison. Il purge sa peine à la prison de Hakenfelde et il est libéré en 1998.

¹⁷Le 7 octobre 1989 a lieu l'habituelle cérémonie officielle pour le 40^e anniversaire de la RDA au palais de la République, le Palast der Republik, à laquelle le premier secrétaire et chef d'État Erich Honecker avait convié de nombreux chefs d'État et de gouvernement de pays alliés.

¹⁸Démocratie populaire est un terme issu du lexique politique communiste pour distinguer les États communistes des démocraties libérales, que les communistes désignent plutôt sous le terme de « républiques bourgeoises » ou de « pays capitalistes ». Démocratie populaire a été utilisé pour qualifier les régimes dictatoriaux d'inspiration marxiste-léniniste, essentiellement ceux apparus après la Seconde Guerre mondiale dans les pays d'Europe centrale et orientale libérés, puis occupés par l'URSS, et composant l'ensemble connu sous le nom de Bloc de l'Est. Le terme a notamment été utilisé à but de propagande intérieure et extérieure par les États concernés.

¹⁹George Herbert Walker Bush, plus couramment appelé George Bush père, né le 12 juin 1924, est un

homme politique américain. Membre du Parti républicain, il est d'abord vice-président sous Ronald Reagan entre 1981 et 1989. En 1988, il devient le 41^e président des États-Unis. Il entrera en fonction le 20 janvier 1989. Battu par Bill Clinton en 1992, il quitte la Maison-Blanche lors de l'*Inauguration Day* le 20 janvier 1993. Il est le père de George W. Bush.

²⁰Le sommet de Malte est une réunion entre le président américain George H. W. Bush et le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev qui a eu lieu les 2 et 3 décembre 1989, quelques semaines après la chute du mur de Berlin. Pendant ce sommet, Bush et Gorbatchev déclarent mettre fin à la guerre froide. Aucun document n'a été signé lors du Sommet de Malte. Son but principal était de fournir aux deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique, l'occasion d'échanger des points de vue et d'apprécier les changements rapides qui venaient d'avoir lieu en Europe avec la chute du rideau de fer. Ce sommet marque la fin officielle de la guerre froide et des tensions dans les relations Est-Ouest. Le sommet de Malte de 1989, a marqué un renversement de la plupart des décisions prises en 1945 lors de la conférence de Yalta.

²¹Theodor Hoffmann, né le 27 février 1935 à Kühlen-Wendorf (Mecklembourg) était un amiral et homme politique est-allemand. De 1987 à 1989, il dirige la Volksmarine. De 1989 à 1990, il devient ministre de la Défense nationale au sein du gouvernement de la RDA puis commandant de la NVA avant sa dissolution.

²²Le cabinet Modrow était le gouvernement de la République démocratique allemande du 13 novembre 1989 au 12 avril 1990. Dirigé par le Ministre-président socialiste Hans Modrow, membre du courant réformateur, il était initialement soutenu par le Front national, constitué du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le Parti libéral-démocrate d'Allemagne (LDPD), le Parti national-démocrate d'Allemagne (NDPD) et le Parti paysan démocratique d'Allemagne (DBD). Succédant au dernier cabinet dans les jours qui suivent la chute du mur de Berlin, le cabinet Modrow est l'avant-dernier gouvernement de la RDA et le dernier dominé par les communistes du SED. À

compter du 5 février 1990, il devient le premier gouvernement réellement multipartite du pays avec la nomination de huit ministres sans portefeuille représentant autant de partis et mouvement d'opposition. Le 18 mars, les premières et dernières élections libres de la RDA sont largement remportées par l'Union chrétienne-démocrate et, le 12 avril, le cabinet Modrow laisse la place au cabinet de Maizière, dernier gouvernement de la RDA avant la réunification allemande.

²³Le ministère de la Sécurité d'État (*Ministerium für Staatssicherheit*, MfS), dit la Stasi (abréviation de Staatssicherheit), était le service de police politique, de renseignements, d'espionnage et de contre-espionnage de la République démocratique allemande créé le 8 février 1950. Sous tutelle du gouvernement de la RDA, la Stasi était désignée comme « le glaive et le bouclier du parti » (« Schild und Schwert der Partei ») par la propagande du régime. Entre 1950 et 1989, la Stasi comptait dix-sept prisons préventives où étaient internés les détenus. Au moment de sa dissolution, elle comptait environ 91 000 agents officiels et 175 000 informateurs, soit 1 % de la population est-allemande. La Stasi comportait donc 266 000 agents et constituait une surveillance très présente et très efficace mais certains services et certains employés étaient chargés de tâches sans rapport avec la surveillance.

²⁴Au sein d'une des unités d'élite de la NVA à Beelitz quelques soldats avaient demandé à leurs supérieurs d'être autorisés à trinquer avec un verre de mousseux au Nouvel an. Devant le refus catégorique les soldats commencèrent à se révolter contre les conditions dans lesquelles ils devaient subir l'autorité militaire. Après avoir dressé une liste de revendications, qui a été effectivement destiné aux supérieurs; un appel à la grève fut lancé et suivi. Et l'étincelle de Beelitz pris soudainement de l'importance et partout: à Rostock, à Schwerin et Erfurt, à Cottbus, Basepohl, Neuseddin, Saßnitz et Warin les soldats refusèrent d'obéir. Considéré comme une « mutinerie » les soldats encourageaient en vertu de l'article 259 de la procédure de justice militaire de NVA d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à huit ans. Mais aucune suite ne fut donnée à cette révolte pacifique.

LA MEDAILLE DE SAINTE HELENE

Quand la phaléristique sert un projet politique



par Olivier MENUT

Fondateur de la Société Française de Phaléristique



Comme nous l'expliquons souvent dans nos articles, la phaléristique (ou histoire des médailles) sert souvent les projets politiques de celui qui institue une nouvelle médaille.

S'il est bien un exemple qui illustre parfaitement cette réflexion, c'est bien la création de la médaille de Sainte-Hélène en 1857 par l'empereur Napoléon III.

L'originalité commémorative de cette médaille

La médaille de Saint Héléne est intéressante à plusieurs points de vue. Tout d'abord sur le plan purement phaléristique, elle instaure la création de la première médaille commémorative de l'histoire des médailles militaires en France.

En effet, comme nous aurons l'occasion de le découvrir lors d'un prochain article, mis à part le médaillon de vétérance créé par le roi Louis XV le 16 avril 1771, les soldats français n'avaient pas de décorations spécifiques pour récompenser ou commémorer leurs états de service.

Il existait bien sous l'Ancien Régime (Monarchie), des décorations militaires mais elles étaient réservées aux seuls officiers, soit pour l'ordre royal et militaire de Saint-Louis (5 avril 1693) s'ils étaient catholiques (mais grand innovation, sans être nécessairement

nobles) ou soit pour l'Institution du Mérite Militaire (10 mars 1759) s'ils étaient protestants.

De plus si l'ordre national de la Légion d'honneur, institué le 19 Mai 1802 par le futur empereur Napoléon I^{er}, allait officiellement permettre de récompenser tous les mérites (civils et militaires) sans distinction de naissance ou de religion, il n'empêche que peu de soldats ou de sous-officiers furent réellement décorés de la Légion d'honneur au profit des officiers supérieurs et généraux.

Se posait donc toujours en cette fin de XIX^{ème} siècle, la question d'honorer ceux qui avaient servis dans les armées de la première République (1792 à 1804) puis du premier Empire (1804 à 1815).

Cette question était particulièrement d'actualité, puisque ces armées - à l'inverse des armées d'ancien régime qui étaient des armées professionnelles - étaient des armées populaires basées sur la conscription obligatoire (Loi de la Convention du 20 février 1793, instituant que tout citoyens de 18 à 40 ans, non mariés ou veufs sans enfants, était mis en état de réquisition permanente, complétée par la fameuse loi Jourdan-Delbrel du 5 septembre 1798 qui établissait le service obligatoire pour tous les célibataires de 20 à 25 ans).



Une création à dessein politique

Après la restauration monarchique des Bourbons (de 1815 à 1830) puis la monarchie constitutionnelle du roi Louis-Philippe (1815-1848), et d'un « bout » de 2^{ème} république (1848-1852), le retour à l'empire par Napoléon III (neveu de Napoléon I^{er}) justifiait une reconnaissance officielle des soldats ayant courageusement servis pendant toutes ces guerres révolutionnaires et impériales.

L'idée officielle de de cette médaille était naturellement de récompenser les soldats vétérans survivants par une médaille qui les rattachait directement à la mémoire de l'Empereur Napoléon I^{er} qu'ils avaient suivi sur tous les champs de bataille européens.

Indépendamment de ces considérations altruistes, le nouvel empereur Napoléon III était également conscient du manque de légitimité politique de son accession au trône, causée à la suite d'un coup d'état en 1851.

Il lui fallait donc appuyer son régime politique nouveau sur une base populaire.

Pour cela il associa à une manifestation idéologique de secours aux vétérans des guerres révolutionnaires et impériales - dont beaucoup étaient dans le besoin - des considérations plus tactiques et idéologiques.

En effet, avec la création de la médaille de Sainte-Hélène, l'empereur des français souhaitait resserrer les liens avec son oncle dont le souvenir idéalisé perdurait encore très largement dans les campagnes françaises.

Par la création de cette médaille, non seulement Napoléon III affirmait sa filiation idéologique et politique directe avec le « Grand Napoléon » mais aussi et surtout il contribuait à la résurgence d'un idéal bonapartiste ou le talent et le mérite étaient reconnus sans distinction de naissance ou de fortune, s'attachant ainsi une légitimité populaire et sociale, auprès d'une classe de français sur lequel pourrait s'appuyer son nouveau régime.

D'ailleurs son oncle Napoléon I^{er} n'avait-il pas fait la même chose avec la Légion d'honneur, et la médaille militaire qu'il venait de créer le 22 janvier 1852 n'était-elle pas dans la même droite de pensée ?

Le texte même accompagnant la médaille n'était pas innocemment choisie pour la médaille de Sainte-Hélène, avec cet exergue prémonitoire : « A ses compagnons de gloire, sa dernière pensée » !

Par ces mots, l'empereur Napoléon III manifeste auprès de français (encore largement napoléoniens à défaut d'être bonapartistes) qu'il est le légitime exécutant testamentaire de son oncle, en récompensant ainsi ceux qui l'ont si fidèlement servis et dont il peut ainsi légitimement penser, qu'ils le serviront à son tour.

C'est médaille est donc particulièrement conçue comme une preuve éclatante de « coup politique » de « marketing électoral » et d'entretien d'un sentiment patriotique qui ne peut que servir son projet politique tout en redonnant aux « débris de la Grande Armée » une place sociale d'honneur que les monarchistes, les républicains et les jacobins avaient quelques peu rejetés « aux oubliettes de l'Histoire » en cette fin de XIX^{ème} siècle.

Une médaille commémorative pour les anciens combattants

Pour servir ce projet, Napoléon III va se donner les moyens de diffuser largement la médaille.

Tout d'abord par le projet de loi qui est particulièrement large dans son attribution. En effet, le décret impérial du 12 août 1857, précise en son article 1^{er} que :

« Une médaille commémorative est donnée à tous les militaires français et étrangers des armées de terre et de mer qui ont combattu sous nos drapeaux de 1792 à 1815. Cette médaille sera en bronze et portera, d'un côté, l'effigie de l'Empereur ; de l'autre, pour légende : Campagnes de 1792 à 1815. — « A ses compagnons de gloire, sa dernière pensée, 5 mai 1821 ». Elle sera portée à la boutonnière suspendue par un ruban vert et rouge ».



La médaille de Sainte-Hélène (grand modèle sans ruban)

Comme on le voit, la médaille d'adresse à tous les soldats, qu'ils soient français ou étrangers (on sait que beaucoup d'européens ont servis dans les armées impériales) et aucune condition de bravoure ou de durée minimum n'est exigée.

De son côté, la médaille est une très belle gravure de Désiré-Albert BARRE, graveur-général des Monnaies. Elle est en bronze ou cuivre patiné brun, d'une hauteur de 50 mm et d'une largeur de 31 mm pour l'ordonnance (grand modèle), mais des réductions, dites "médailles de petit module", étaient également vendues à part, au prix de 2 francs, et d'une taille de de 33 mm sur 20 mm (Elles ne portaient alors au revers que la mention « Ste-Hélène 5 mai 1821 »).

La médaille porte sur l'avvers le portrait de profil de l'empereur Napoléon Ier couronné de feuilles de lauriers, avec l'exergue « Napoléon I^{er}, Empereur »,

puis à l'avvers une inscription centrale « A ses compagnons de gloire, sa dernière pensée, Sainte Hélène 5 Mai 1821 » (date de sa mort) et autour du médaillon l'inscription « campagnes de 1792 à 1815 ». La médaille est entourée à l'avvers comme au revers d'une couronne de lauriers finement tressées et couronnée, d'une couronne impériale dans laquelle passe une bélière. La médaille est suspendue à un ruban vert avec une alternance de 5 fines raies verticales rouges et sur chaque bord, un liseré rouge.

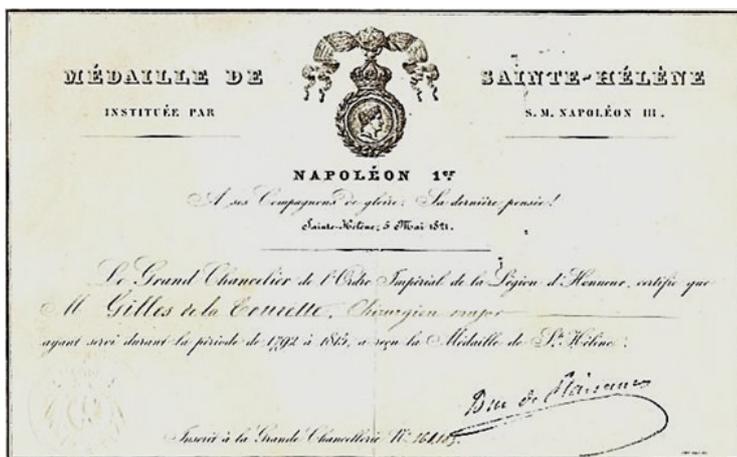
Une médaille très largement distribuées

Concrètement, les maires de toutes les communes de France sont réquisitionnés pour recenser les anciens combattants et les inviter à se faire connaître en vue d'apporter les preuves, notamment via leurs livrets militaires, de leur incorporation dans l'armée pendant ces 23 dernières années pour prétendent ainsi à la remise de la médaille.

Puis, les listes établies sont envoyées aux Préfet qui les transmettent à leur tour, après vérification, à la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur à Paris. Celle-ci est alors chargée d'envoyer les médailles et certificats à chaque ancien combattant officiellement reconnu.

Les médailles sont adressées – GRATUITEMENT - à leurs titulaires dans une boîte en carton, au couvercle recouvert par un papier blanc glacé avec l'aigle impérial EN RELIEF et une inscription éloquente:

**« Aux compagnons de gloire de Napoléon I^{er},
Décret Impérial du 18 Août 1857 ».**



Boîte de la médaille de Sainte-Hélène et diplôme émanant de la grande chancellerie de la Légion d'honneur

La médaille est accompagnée d'un diplôme officiel, signé du Grand Chancelier et délivré par la Grande chancellerie de la Légion d'honneur.

Une prospérité imprévisible

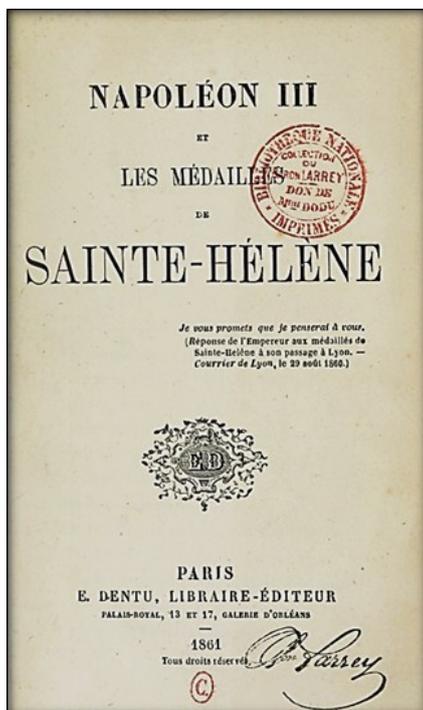
Cette organisation va ainsi permettre de récompenser plus de 405 000 soldats vétérans, dont environ 350 000 français et 55 000 étrangers. Ramené à la population française de l'époque (environ 36 millions) cela représente presque 10 % de la population française (de surcroît en âge d'être électeurs !).

La médaille de Sainte-Hélène n'est donc pas une médaille de mérite militaire, elle n'a pas été conçue pour récompenser des actions d'éclat pendant la guerre. Elle est bien instaurée uniquement pour récompenser - de manière commémorative - tous ceux qui ont servi dans les armées françaises contribuant ainsi à propager les idées révolutionnaires et impériales dans le monde occidental.

En ce sens elle est donc la première d'une longue série de médailles commémoratives militaires que la France va créer par la suite. On peut citer par

exemple, les médailles commémoratives de : Campagne d'Italie (1859), campagne de Chine (1860), campagne du Mexique (1862), guerre de 1870-1871, Madagascar (1883) , Tonkin (1885), Dahomey (1892), Maroc (1809), Guerre 14-18 ; Guerre 39-45, Campagne de Syrie-Cilicie, Résistance, Corée, Indochine, Algérie, Commémorative française, etc...)

Indépendamment de toutes ces médailles commémoratives, c'est surtout à travers la croix de guerre 14-18 que la médaille de Sainte-Hélène va trouver une prospérité, bien imprévue par l'empereur Napoléon III... En effet, sans doute marqués par les retentissements de cette médaille commémorative des « dernières pensées de l'Empereur » et souhaitant renouer avec cette tradition d'armée populaire et nationale républicaine, les législateurs de la croix de guerre 14-18, le 8 Avril 1915, décidèrent que la première croix de guerre de l'histoire phaleristique française, porterait le même ruban que celui de la médaille de Sainte-Hélène, c'est-à-dire : « Une alternance de 6 raies verticales vertes de 4,5 mm et de 5 raies verticales rouges de 1,8 mm et sur chaque bord, un liseré rouge de 1 mm. ».



Ouvrage sur les médaillés de Sainte Hélène paru en 1861, insigne de boutonnière, détail du certificat de la médaille, médaille de « petit module » de Sainte Hélène et modèle de la Croix de guerre 14-18 reprenant le ruban de la médaille de Sainte Hélène

Ainsi quasiment un siècle après la mort de l'Empereur Napoléon Ier, plus de deux millions de « poilus », soldats français de la grande-guerre 14-18, porteront à leur boutonnière le ruban vert liseré de rouge de la médaille de Sainte-Hélène sans même le savoir.

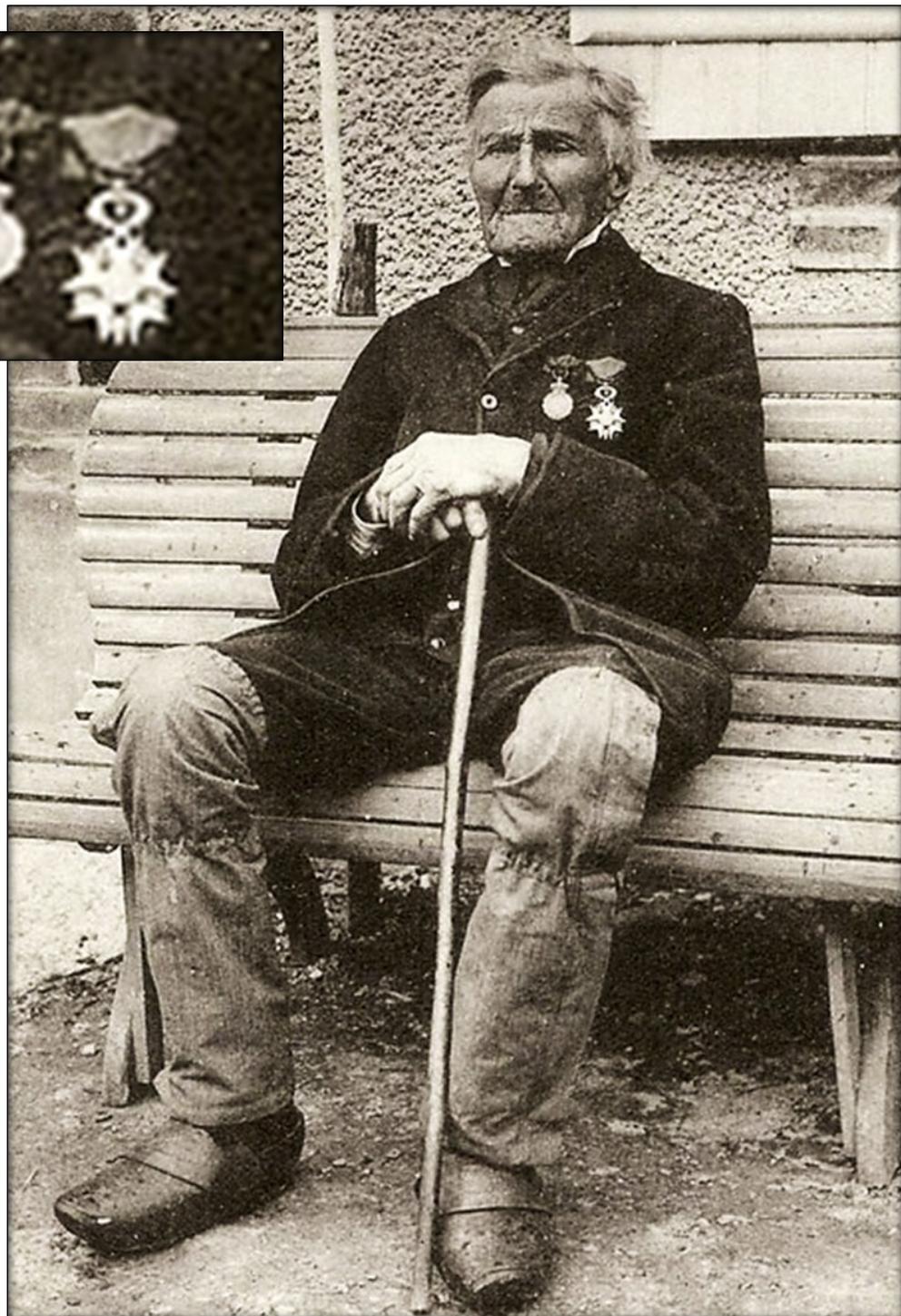
Ainsi, la mémoire de l'Empereur des Français continuait à couvrir de sa gloire, les faits d'armes de la France !

le cuir chevelu... Peu avant sa mort, il recevra des mains mêmes du président Félix Faure (1841-1899) la croix de chevalier de la légion d'honneur après avoir reçu, en 1857, de Napoléon III la médaille de Sainte-Hélène destinée aux vétérans survivants de l'épopée napoléonienne. (On notera qu'il porte cette médaille avant même sa croix de chevalier de la légion d'honneur).

OM

LE DERNIER
TEMOIN DE
WATERLOO
ET LA
MÉDAILLE DE
SAINT-HELENE

Louis Victor BAILLOT, né le 9 avril 1793 à Percey dans l'Yonne et qui fut célébré à sa mort, survenue à l'âge de 104 ans, le 3 février 1898, comme le dernier survivant de la Grande Armée à Waterloo. Engagé à 19 ans, en 1812 il fit les campagnes de l'Empire. A Waterloo, le 18 juin 1815, il était alors fusilier dans le 105^e régiment d'infanterie commandé par le colonel Genty, qui faisait partie de la 2^e brigade de la division, du 1^{er} corps de D'Erlon qui attaqua infructueusement l'aile gauche de l'armée alliée au début de la bataille. Pourtant, le brave Victor BAILLOT faillit perdre la vie ce jour-là quand le sabre d'un cavalier ennemi, s'abattit sur son couvre-chef pour lui fendre le crâne. Mais le fusilier avait eu la bonne idée de remplir son shako d'un véritable fourbi qui lui préserva



Recette d'une anti déprime hivernale ou comment préparer son hiver par son alimentation



Dr. Bernard Philippe Bulidon
Médecin

3/3 Le Potassium



Le temps passe en ayant respecté plus ou moins les bonnes résolutions de la Saint Sylvestre. Je vais donc finir mon triptyque sur les macronutriments en vous parlant du Potassium. Même s'il ne représente que 0,4 % de notre poids corporel. Il est presque invisible car il se cache pour 98 % à l'intérieur de nos cellules et surtout dans nos muscles pour 75 %. Pour une personne adulte nos besoins sont de 4 g par jour et minimisé à 3 g chez les seniors. Une Kaliémie normale se situe entre 3,5 et 4,5 mmol/L.

Même s'il peut vous paraître insignifiant, ce macronutriment maintient l'équilibre hydrique de notre corps. Il est gage de stabilité de notre tension artérielle et a une incidence sur la transmission de l'influx nerveux dans nos activités sollicitant notre structure musculaire.

Symptômes carenciels de potassium

Les symptômes carenciels de cet élément sont la faiblesse musculaire, paralysie, distension de l'estomac, manque d'énergie dans l'intestin et dans la vésicule biliaire avec constipation, douleurs, intensifie la fatigue, quelques manifestations d'insuffisance cardiaque, baisse de tension et irrégularité de l'impulsion (arythmie).

Les vomissements, diarrhées, la prise abusive de laxatifs et diurétiques ce sont des facteurs qui peuvent provoquer un déficit de Potassium.

Ce qui fait qu'en cas de carence on peut retrouver :

Au niveau cardiovasculaire : une hypertension artérielle.

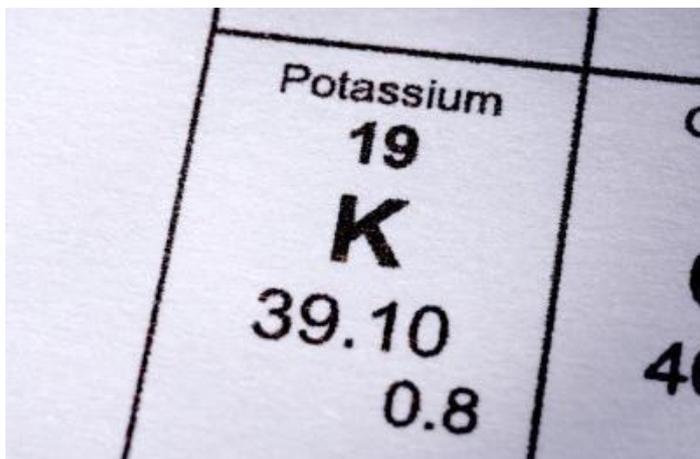
Au niveau ostéo-articulaire : l'arthrose, une ostéopénie ou faible densité osseuse par manque de biosynthèse du tissu osseux.

Au niveau neuro-psychique : une fatigue, une faiblesse musculaire, voire même du stress ou de l'anxiété.

Alors qu'à l'inverse l'excès conduit à des troubles du rythme cardiaque avec arythmie et risque d'arrêt cardiaque.

Ce macronutriment se retrouve surtout dans les condiments et épices comme le cumin, le curry, le poivre noir et le gingembre apportant en moyenne 1350 mg pour 100 g du produit. Mais aussi dans les fruits secs recommandés de prendre pour une petite pause à 16h30/17h comme je le préconise dans ma méthodologie alimentaire « La PsychoMorphoNutrition ».

Les abricots secs qui pour 100 g apportent 1100 mg





Mais il faut aussi concevoir que lors de la cuisson, une partie de ces macronutriments peuvent disparaître dans l'eau de cuisson. Alors en ce cas, on pourrait opter pour une cuisine vapeur, ou au grill ou en papillote avec du papier sulfurisé et non d'aluminium, pouvant être un facteur de développement de la maladie

ou les figes sèches, même plus caloriques donnent 900 mg ou les raisins secs donnant 773 mg de Potassium toujours pour 100 g. Il ne faudrait pas boudier notre gourmandise avec le chocolat noir qui est riche de 727 mg de Potassium. Mais moins riches seront les fruits frais comme la banane avec 411 mg apportés ou les légumes comme les artichauts cuits encore que 411 mg ou les épinards avec 390 mg de Potassium pour 100 g.

d'Alzheimer.

Moralité, on peut s'établir une bonne santé avec une alimentation saine, variée et équilibrée en se faisant plaisir sans que cela se passe avec contrainte et résignation ! Il ne faut jamais subir sa vie mais la vivre avec intensité, ceci nous permet d'exister.

Dr.B-P. B.



La recette du Chef David Bret :

ESTOUFFADE DE BOEUF BOURGUIGNONNE



Un peu d'Histoire

L'estouffade de bœuf bourguignonne, est comme son nom le laisse entendre d'origine... bourguignonne! Plat familial français par excellence, il était à ses débuts une recette emblématique des paysans bourguignons. C'est de là que la recette tient son nom et surtout de ses ingrédients de base : issus de l'association entre les

élevages bovins de Bourgogne - notamment la race Charolaise - et les domaines viticoles de la région réputés pour leur vin rouge exceptionnel. Généralement on parle de Bœuf Bourguignon comme une viande cuisée en ragoût à brun avec éventuellement une marinade au vin préalable. Une recette qui aurait inspiré bon nombre de préparations : la daube, le sauerbraten, la carbonade...



Recette pour 4 personnes

Marquer l'estouffade

Réaliser un ragoût à brun :
 Détailler en morceaux de 50 gr.
 Faire rissoler les morceaux puis dégraisser.
 Revenir la garniture aromatique.
 Singer (poudrer légèrement de farine les morceaux).
 Torrifier (rôtir pour développer les arômes) au four.
 Déglacer au vin blanc + fond brun clair.
 Ajouter l'ail et le bouquet garni.
 Assaisonner et porter à ébullition.
 Cuire au four à couvert et décanter en fin de cuisson.
 Vérifier l'assaisonnement, la couleur et la liaison.
 Passer au chinois (ou dans une passoire fine) puis ajouter la garniture.
 Évitez de faire cuire tous vos ingrédients en même temps pour préserver le goût et la texture de chacun. Il est conseillé d'ajouter les légumes 45 minutes avant la fin de la cuisson pour qu'ils conservent tout leur croquant. Ils risquent sinon de devenir tout mous et d'être juste imbibés de sauce comme des éponges. Si vous les ajoutez trop tard, ils ne seront en revanche pas assez cuits et mêlés à la viande. Il est donc nécessaire de respecter ce délai de 45 minutes pour obtenir l'accord parfait entre vos légumes et votre viande.

Réaliser la garniture bourguignonne

Blanchir les lardons puis les faire sauter.
 Glacer à brun les petits oignons.
 Champignons escalopés (coupés en tranches fines dans le sens transversal) et sautés.

Accompagnement

Pommes tournées et cuites à l'anglaise (dans l'eau froide en début de cuisson).
 Passer au beurre et persil haché.

Ingrédients

Éléments de base

- Paleron (600 gr) - Oignons (100 gr.) – Carottes (100 gr.) – Vin rouge (400 cl.) - Farine (50 gr.)- Fond de veau brun clair (500 cl.) - 1 Bouquet garni - 2 Gousses d'ail – Huile (20cl.)

Garniture bourguignonne

- Poitrine de porc salée (150 gr.) – Champignons (150 gr.) - Petits oignons (150 gr.) – Beurre (30 gr.) – Huile (20cl.)

Éléments des pommes de terre

-Pommes de terre à chair ferme (1 kg.) - Beurre (30 gr.) - Persil

Assaisonnement

- Gros sel - Sel fin - Poivre du moulin

Conseils du chef

Choisissez le bon morceau

Le mieux est de vous rendre chez votre boucher qui pourra vous conseiller et vous fournir la viande la plus adéquate. Dans tous les cas, il est primordial de sélectionner une viande à braiser de qualité si vous ne voulez pas vous retrouver à mastiquer un morceau élastique comme du caoutchouc. Privilégiez le paleron, la macreuse ou encore le gîte.

Ne faites pas épaissir la sauce : Côté sauce, faites attention aux écueils culinaires. Certes le bœuf bourguignon doit être cuit en sauce mais il ne s'agit pas d'une sauce épaisse type béchamel. Par conséquent inutile de l'épaissir avec de la fécule. Votre sauce doit napper et recouvrir votre joli bœuf tout doré sans avoir l'air d'être farineuse. Par ailleurs, lorsque vous aurez ajouté les pommes de terre dans la sauce, au moment de la cuisine, elles libéreront de l'amidon qui épaissira votre sauce.

DIVERTISSEMENTS



L'ENIGME MATHÉMATIQUE

Angle minute

Tracez deux cercles, un petit et un grand, tangents extérieurement au point A. La tangente commune à ces 2 cercles touche le petit en B et le grand en C. Si le rayon du grand cercle est 2 fois plus long que celui du petit, quelle est, à la minute près, la valeur de l'angle BAC ?

SUDOKU

Les règles pour remplir les grilles : Remplissez chaque case de façon à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque cellule de 3x3 cases, ne contienne qu'une seule fois un chiffre compris entre 1 et 9.

GRILLE FACILE

		6	7					
	7		9	2		4	5	
	8	9	3	6	5			
	3	5	8		9	2	7	
9			2		7			3
	2	7			1	5	4	
	9	2	1	7	3	6	8	
	6	1		8	2		3	
					6	7		

GRILLE MOYENNE

		2	8		9			3	5
9				2				7	
			5						
6	5	1							
3									7
							1	8	2
							9		
	6				4				8
8	4				6		3	5	

Solutions dans le prochain numéro de « Sans Frontières ».

Solutions du numéro précédent :

L'énigme mathématique :

Dimitri et Olivier. Soit x le nombre de minutes de l'échappée pendant laquelle les 2 coureurs ont parcouru en tout : $35x/60 + 45x/60 = 20$ kilomètres. Donc $80x = 1200$ et $x = 15$ mn.

Sudoku

Grille facile

1	8	4	7	6	5	9	3	2
5	2	7	9	3	8	6	4	1
6	3	9	4	2	1	8	7	5
4	1	3	8	5	7	2	6	9
9	6	2	1	4	3	5	8	7
8	7	5	2	9	6	4	1	3
7	5	1	6	8	9	3	2	4
2	9	6	3	1	4	7	5	8
3	4	8	5	7	2	1	9	6

Grille moyenne

7	9	6	2	1	5	8	3	4
1	3	8	7	6	4	2	5	9
4	5	2	9	3	8	7	1	6
6	2	3	1	5	9	4	8	7
8	4	1	6	2	7	5	9	3
5	7	9	8	4	3	1	6	2
3	6	4	5	7	1	9	2	8
2	8	5	4	9	6	3	7	1
9	1	7	3	8	2	6	4	5

SANS FRONTIÈRES

Certificat d'enregistrement
No 212 du 14.04.2015

Rédacteur en chef : Hélène SYDOROVA

Rédacteur en chef adjoint : François MAURICE

Rédacteurs : Alexandre WATTIN, Olivier MENUT,

Bernard-Philippe BULIDON, David BRET, Romain JACQUET

Nos contacts:

Département Français des Sciences et Techniques,
Université Nationale Technique de Donetsk,

58, rue Artiom, 83001 Donetsk, République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69

courriel : dfst@dgtu.donetsk.ua

http://dfst.donntu.org/fr/vie/vie.htm